Michel Surya

De l'argent

La ruine de la politique

Fayard / Petite Bibliothèque

MICHEL SURYA

DE L'ARGENT

La ruine de la politique

Manuels Payot
© 2000, Éditions Payot & Rivages
06, boulevard Saint-Germain – 75006 Paris
ISBN : 2-228-89305-6
ISSN : 1281-5888

Gustave Flaubert, au mot « Époque » du *Dictionnaire des idées reçues :*

« *— La nôtre.*

Tonner contre elle. Se plaindre de ce qu'elle n'est pas poétique.

L'appeler "époque de transition – de décadence" ! »

Entre autres traits par lesquels cette époque se caractérise, et se différencie de celles auxquelles l'envie vient de la comparer (entre autres celle qui justifiait le sarcasme de Flaubert), il y a ceci : elle n'est pas faite pour qu'on *tonne contre elle.* La question est alors : est-elle si sûre d'elle que tonner contre elle lui semble déplacé ? Ou l'est-elle si peu qu'elle le craint ? S'aime-t-elle au point de s'étonner que tous ne l'aiment pas ? Ou doute-t-elle secrètement d'elle au point de redouter que tous ne l'aiment pas ?

C'est ce qu'elle a de pusillanime ou de pathétique : elle ne s'imagine pas d'ennemis ni ne s'en veut. Les grandes époques se sont toujours enorgueillies de nourrir en leur sein de grands ennemis, des ennemis irréductibles. Celle-ci ne s'en veut pas.

N'en compterait-elle qu'un qu'elle croirait aussitôt à la possibilité que reprenne la guerre avec laquelle elle croit en avoir une fois pour toutes fini.

En même temps, elle n'a pas la simplicité de faire comme s'il lui était possible de n'en avoir aucun ; c'est pourquoi cette époque qui veut plus que toutes choses pouvoir ne se compter aucun ennemi s'en invente à tout instant de faux. Et c'est pourquoi elle vante avec autant d'emphase ceux qu'ont dû compter les époques qui l'ont précédée. Qui ne pouvaient pas ne pas en compter, sans doute, n'ayant pas atteint la perfection à laquelle celle-ci prétend sans rire.

Pas la plus petite plainte.

Il n'y a plus personne pour protester d'une façon à laquelle on puisse mesurer que c'est la possibilité de protester elle-même qui n'a pas disparu. Toute tension est à la fin appelée à retomber, sans qu'on sache avec assurance de quoi cette tension dépendait ni de quoi il pouvait dépendre qu'elle ne retombât pas.

Ce qui est fait horreur sans doute, mais il n'y a pas jusqu'au moyen de quoi on le fuit qui ne fasse horreur aussi. Autrement dit, c'est tout ce qui est et dont on s'accommode si manifestement qui est sans plus offrir d'issue.

C'est tous les jours que la question se pose : à quel point ce qui est ne paraît pas réel pour que tous le supportent ? Ou ce que tous supportent n'est-il supportable qu'à la condition de ne plus passer aux yeux de personne pour réel ?

Ce que tous supportent et qui n'est pas supportable en effet, qui n'est pas supportable parce qu'il n'y a personne pour ne trouver qu'il fait horreur, ne fait pas horreur parce qu'il n'y a plus personne pour croire encore qu'il est réel. En d'autres termes, l'horreur est de moins en moins réelle parce que c'est le plaisir pris à le fuir qui a attiré à lui toute la réalité. N'est-ce pas ce qu'on voudrait qu'on croie : qu'il n'y ait plus que le plaisir à pouvoir être réel. Reste de

tout cela l'impression, ni vraie ni fausse tout à fait, que, quoi qu'il en soit de l'horreur qu'il y a de vivre ainsi, vivre aussi bien pourrait n'être tout entier qu'un plaisir.

Quelque chose naît sous nos yeux qu'on ne sait pas encore comment nommer, qu'il est encore trop tôt pour nommer (qu'il faudra bien pourtant nommer le moment venu, mais il sera alors trop tard), quelque chose naît dont il suffira pour le moment de dire qu'il réalise l'accord momentané entre l'horreur et la satisfaction qu'il n'y a personne à n'éprouver à faire de son existence un jeu, fût-il en effet affreux.

La première question que *ce qui est,* et l'insupportable satisfaction qu'il faut qu'on y attache, amènent à se poser est la suivante : comment est-il possible que si peu ait suffi ? Qu'on tienne à ce si peu avec tant de douleur que toute autre douleur semble ne pas pouvoir lui être comparée ? Mais cette question ne suffit pas. Cette autre s'impose : quelle douleur cette satisfaction aide-t-elle à fuir que nul ne regarde de très près à ce qu'elle propose ? Une troisième vient alors à l'esprit (mais c'est davantage un soupçon) : n'a-t-on pas produit cette douleur pour que la satisfaction qu'on lui propose pour remède passe pour la seule possible ? Autrement dit, le plus difficile est de savoir ce qui est premier : de ce qu'il faudrait fuir ou du pauvre vertige au moyen par quoi on encourage à fuir. Le soupçon est bien qu'une politique en a décidé avec le cynisme dont on soupçonne à bon droit les politiques les meilleures, c'est-à-dire les plus susceptibles de dissimuler leurs desseins. Cependant, la question de savoir comment on y a si complaisamment consenti, si largement, si unanimement, échappe. Ou reste comme une énigme.

On n'a jamais semblé aussi heureux. Il semble même qu'il n'y ait personne à ne pouvoir l'être, même ceux que le bonheur écarte.

En même temps, il n'y a personne qui ne semble si heureux qui ne semble aussi pouvoir se jeter sur le premier malheur qui passe, grave ou léger ; seulement pour en finir avec ce qu'a d'insupportable cet état qu'il sait être le sien, et auquel il soupçonne qu'on le condamne. Ce que les foules aujourd'hui ne supportent plus, c'est d'être heureuses. Elles le sont sans doute. Elles le sont pour autant qu'on les en a convaincues. Ou pour autant qu'elles s'en sont elles-mêmes convaincues. Elles n'en sont pas moins également convaincues qu'il n'y a pas jusqu'au bonheur à n'être plus supportable.

Elles ne s'en sont pas convaincues, sans doute, pour faire autrement plaisir à ceux qui le voulaient pour elles. Pas davantage pour se faire plaisir à elles-mêmes. Il a dû leur sembler qu'il n'était plus possible qu'elles ne soient pas heureuses. Qu'il n'était plus possible qu'elles ne reconnaissent pas qu'elles avaient tout pour l'être. Entre toutes les hallucinations auxquelles on a vu que des foules, partout, se prêtaient, celle-ci est la plus déterminante. C'est-à-dire, il est vite devenu évident qu'il pouvait n'être pas moins humiliant d'être heureux que de ne pas l'être.

Ce serait somme toute la victoire la plus grande que la politique était susceptible d'emporter : contraindre au bonheur des foules qu'elle avait été impuissante à rendre heureuses. Mais c'est une victoire trop grande pour elle : nul ne sait plus comment faire pour que les foules cessent de connaître le bonheur qui leur a été donné ou qu'elles ont voulu, peu importe, mais qui leur devient insupportable. Nul ne sait plus comment renoncer au bonheur qu'on dit être celui des foules et que celles-ci reconnaissent pour tel, fut-il à leurs yeux de l'espèce la plus lâche, ou la plus humiliante.

Jamais foule n'a moins connu un sort dont elle puisse se dire qu'il dépendait d'elle de le

connaître et de n'en connaître aucun autre. Jamais sort n'a moins dépendu de quelque victoire que ce soit dont des foules puissent se dire qu'elles l'ont remportée. On le leur a imposé. C'est ce qu'elles aperçoivent trop tard. C'est ce qu'elles n'aperçoivent pas sans se reprocher d'avoir permis qu'on le leur impose.

On a voulu ces foules soumises, alors qu'elles se rêvaient simplement heureuses. Il s'est trouvé que ces deux désirs ont connu un moment d'égalité parfaite. Il s'est trouvé qu'on a su les convaincre qu'elles ne seraient heureuses qu'à la condition qu'elles se soumettent. Qu'elles se soumettent au désir qu'on leur disait pouvoir les rendre heureuses. Et, de fait, c'est sans peine qu'elles se sont d'abord convaincues que leur bonheur serait dans la soumission.

C'est de ce moment que nul ne sait plus comment sortir. Pire, c'est de lui que nul ne sait s'il veut sortir. Ce moment fait honte sans doute aux foules qu'il soumet. Il les humilie. En même temps, il n'y a pas de foule, même honteuse, même humiliée, qui ne craigne que ce qui lui permettrait de quitter cette honte ou cette humiliation ne soit pas pire. Au total, on ne sait pas avec certitude si le bonheur que ces foules montrent est fait pour convaincre la domination qu'elles se proposent à celle-ci comme preuves de l'égalité qu'elle a établie ; ou comme menaces qu'elles sont à tout instant sur le point de rompre cette égalité, et de renouer avec la violence qui a toujours fait des foules, chaque fois qu'elles cessèrent de se soumettre, un peuple.

Nul n'y croit beaucoup, bien sûr. Les élites (mot de droite) ont su faire que ce peuple (mot de gauche) ne désire pas d'autre destin que celui que lui serait la consommation dès lors que les moyens de jouir de celle-ci ne lui seraient plus inaccessibles *par principe*. C'est d'ailleurs du jour où ce destin de la consommation a commencé d'être un destin commun que celui de l'égalité a cessé de pouvoir prétendre imposer sa valeur politique. Non pas par échange, mais par substitution. Il a suffi à l'argent de convaincre que la consommation établirait l'égalité pour que nul ne puisse plus prétendre que l'égalité s'établirait contre la consommation que permet l'argent. Entre toutes les victoires qu'on pouvait craindre de voir l'argent remporter, celle-ci est sans doute la plus lourde de conséquences. Remportant cette victoire, l'argent a permis que l'emporte avec lui toute politique qui se réclamait de lui. Remportant cette victoire ensemble, c'est dès lors l'argent et la politique que nul ne sait plus comment distinguer.

Tous s'humilient, qui se lient d'eux-mêmes au destin supérieur de l'argent, comme si ce destin était aussi le leur. Et c'est en effet la ruse achevée du capital de les en avoir convaincus ; de les avoir convaincus qu'il ne dépendait plus de lui que le sort des foules soit moins humiliant ; qu'il en dépendait si peu que c'était au contraire son sort qui dépendait désormais du leur.

De toutes les humiliations, celle-ci est sans doute celle qui soulève le plus le cœur. Parce que, pour la première fois, ce n'est pas d'une défaite qu'il s'est agi. Aucun peuple, aucune classe n'a été battu au terme d'aucune guerre sociale ouverte. (Une classe battue reste la promesse d'une plus juste lutte ; d'une plus violente.)

Pour la première fois, il n'y a personne qui ne se soit librement humilié. Cette humiliation

est ce qui stupéfie le plus.

Que veulent ces foules ? Rien que ce que la bourgeoisie veut. Rien que ce que la bourgeoisie a. De la même façon et dans une quantité un jour égale. C'est-à-dire rien que l'argent que la bourgeoisie a, de la même façon qu'elle, pour commencer, et dans une quantité égale un jour. Il ne paraît plus à personne que l'argent qu'a la bourgeoisie soit haïssable. Parce qu'il ne paraît plus à personne que ce qu'est la bourgeoisie soit haïssable. Parce qu'on ne rêve que de cela : être soi-même à son tour la bourgeoisie. Un pauvre rêve s'est entre-temps formé qui semble pouvoir remplacer tous les rêves : non pas être le contraire de la bourgeoisie (sa fin annoncée) ; même pas être la bourgeoisie à la place de la bourgeoise (son renversement) ; mais être de la bourgeoisie avec elle – *faire partie d'elle.*

C'est le triomphe des intérêts d'une classe qui s'impose à toutes les autres, sans que celles-ci se soient pour cela opposées à la classe qui triomphe. Et c'est ce qui est le plus humiliant : que les intérêts de la bourgeoisie se soient imposés à tous, *mais sans lutte* ; qu'ils se soient imposés à tous, sans lutte, parce que la bourgeoisie avait su convaincre les classes qui s'étaient historiquement opposées à elle que les valeurs auxquelles elle s'identifiait – ou qu'on identifiait à elle – étaient en fait des valeurs dont il n'y avait personne qui dût être privé.

Un jour, même ceux qui s'y étaient opposés se sont non seulement laissé convaincre que la bourgeoisie était justifiée d'avoir ses valeurs, mais qu'elle ne l'était pas moins de vouloir qu'il n'y en eût pas d'autres.

Aujourd'hui, nul n'est plus convaincu des valeurs de la bourgeoisie que ceux qui s'y étaient pourtant longtemps opposés.

La bourgeoisie – l'argent, le capital – ne pouvait pas à elle seule suffire à convaincre ceux qui devaient l'être. Il fallait que s'ajoutent aux moyens qui ont de tous temps été les siens, et dont elle ne doutait pas qu'ils représentent les preuves les plus hautes qu'elle est susceptible d'apporter, d'autres moyens, comme autant de preuves supplémentaires.

Lesquels ? Les moyens de la presse, parce qu'il faut que nul n'en ignore ; ceux de la justice, parce qu'il faut que nul ne soit libre d'en douter. C'est-à-dire, nommément, les moyens de la domination.

La domination est le résultat de cette opération que le capital eût été impuissant à résoudre seul, et qui consiste à faire que l'égalité puisse passer pour le résultat de toutes les opérations commerciales que l'argent était décidé à entreprendre et dont il était décidé à faire valoir la supériorité non seulement économique (c'est bien le moins), *mais morale.*

C'est de cela qu'on voulut apporter la preuve, en apportant celle qu'il n'y aurait plus de bénéfices illégaux d'argent. Apportant la preuve qu'il n'y aurait dorénavant plus de bénéfices illégaux d'argent, on apportait celle, en effet morale, que l'argent pouvait être *égal* par le mouvement même qui le faisait devenir *légal.*

Sans doute le capitalisme était-il impuissant à établir l'égalité de l'argent (étant par nature attaché à maintenir le contraire). Qu'à cela ne tienne. Il suffirait qu'on établisse sa légalité (c'est ce que la transparence a fait). Entre toutes les libertés formelles que le communisme, réel ou rêvé, s'est longtemps entêté à dénoncer dans la démocratie capitaliste, c'est singulièrement à la plus formelle de toutes qu'il a été demandé de servir de preuve *par surcroît* de la capacité du capitalisme à établir toutes les libertés démocratiques.

La question revient en effet : qu'est-ce que la domination ?

La politique elle-même ? (C'est ce qu'il n'y a personne à mettre en doute.)

Ou sa disparition ? (C'est ce qu'il n'y a personne à admettre.)

Dans le second cas, dans le cas de la disparition de la politique, la question se pose alors : au profit de qui ?

Répondre : au profit de la domination forme une tautologie contre laquelle la plupart se récrieront avec raison. C'est la réponse qu'appelle pourtant la question dès lors que la question a elle-même ce caractère qui transige. Il faut alors préciser : la domination, c'est le pouvoir *sans la politique*. Sans la politique, sinon à l'état résiduel et appelé à disparaître. Plus exactement encore : en tant qu'elle disparaît.

Pourtant, s'il n'y a à peu près personne pour douter sérieusement que la politique n'a plus aucun des pouvoirs qu'elle eut, il n'y a malgré tout à peu près personne pour admettre que la politique soit sans pouvoir empêcher qu'on la prive des pouvoirs qu'elle eut.

La domination est le résultat d'une opération qui a consisté à permettre que la politique ne puisse plus empêcher que les milieux d'argent (les marchés financiers), les milieux d'information (la presse, les *media),* les milieux de propagande (la publicité, mais qu'on ne distingue plus qu'inutilement des milieux d'information) et les milieux juridiques (les juges, les magistrats, c'est-à-dire tous ceux dont dépend aujourd'hui la « juste » distribution de l'argent) s'emparent de tous les pouvoirs. Qu'ils s'en emparent au point que nul ne croit plus qu'existe aucun pouvoir qu'elle n'ait pas.

Et ils s'en sont emparés.

Ils s'en sont emparés tout entiers. Ce que les milieux politiques gardent de pouvoir, c'est autant que la domination a, provisoirement, consenti à leur rétrocéder. Qu'elle leur rétrocède par calcul. Qu'elle leur rétrocédera aussi longtemps qu'il ne lui semblera pas pouvoir l'occuper seule ; c'est autant qu'elle consent aux formes sous lesquelles la politique s'est longtemps présentée, supposant que les foules, si avides ou hébétées qu'elles soient, ne supporteraient pas que la politique au sens consacré du terme n'ait aussi vite plus aucune part aux formes de pouvoir qui se préparent. Et auxquelles elles-mêmes pourtant consentent. Qu'elles-mêmes appellent. On en est là.

D'autres mondes étaient possibles. D'autres rêves existaient. Des deux, des années de lutte témoignent. Une volonté chez certains de toute une vie. Une violence chez d'autres sans accommodement possible. Pour, à la fin, rien, sinon cette forme d'horreur sans borne de l'acquiescement de tous à tout à ce qui est.

Il se peut que Kafka ait envisagé à peu près tout ce à quoi il était possible que l'homme consentît. Nul n'a sans doute davantage envisagé que Kafka tout ce à quoi il se pouvait que l'homme consentît. Envisagé par exemple le consentement de l'inconnu (de l'innocent) au couteau qui le sacrifie. Mais la joie ? La joie a échappé à Kafka. La joie qui porte l'inconnu ou l'innocent vers le couteau. La joie qui fait du couteau le seul destin que l'innocent connaisse. Qu'il connaît faute de désirer encore quelque autre destin que ce soit.

Du sacrifice qu'il fait si librement de lui-même, de la liberté que précisément il sacrifie en se sacrifiant, il n'y a que la domination à tirer parti. La domination n'en tire pas pourtant un parti sacré. Il n'y a rien que la domination craigne maintenant comme ce qui la sacraliserait. Parce qu'elle ne désire rien tant qu'être seulement efficace.

La question ne sera pas résolue avant longtemps de ce que sont devenus ceux qui voulaient, qui rêvaient, qu'autre chose advienne. Pas davantage de ce qu'ils voulaient, ou rêvaient, qu'il advienne.

On sait comment ils ont cessé de le prétendre. On sait à peu près à la suite de quoi il leur a paru qu'il n'était plus possible qu'ils y prétendent plus longtemps.

Cependant, qu'ont-ils fait de ce à quoi ils appelaient et dont c'est tout appel qui dépend ? Qu'ont-ils fait du rêve qu'ils portaient et dont c'est tout rêve qui attend qu'on le porte ?

Une première définition s'impose ici, sans qu'il soit nécessaire de s'en expliquer : le bourgeois est très exactement celui qui n'a aucun rêve. Plus exactement encore : celui qui s'est débarrassé de tous ceux qu'il avait. Et qui a payé son retour à ce système sans rêve du prix du dénigrement des siens. De cette première définition il semble qu'on puisse tirer cette seconde qui ne demande pas davantage à être justifiée : un système qui a obtenu même de ceux qui rêvèrent qu'ils dénigrent et renient leurs rêves, *a fortiori* s'ils les avaient formés contre lui, est un système et absolument bourgeois et, par le fait, sans alternative possible.

De ces deux définitions il ne fait pas de doute qu'on puisse déduire ceci : un système sans alternative est une horreur.

L'argent s'est imposé même à ceux qui s'étaient soulevés contre lui d'une façon qui semblait ne pouvoir être arrêtée par rien. Mais c'est, pour la plupart, que d'autres raisons se surimposent aux raisons que l'argent est susceptible de faire valoir. C'est-à-dire que l'argent les a sans doute soumis. Il les a soumis, mais il ne les a pas convertis.

Cette phrase n'est pas faite pour trouver des raisons d'espérer dans un monde qui semble ne pas supporter davantage l'espérance que le rêve ; elle est cependant faite pour que ceux qui disposent de tout l'argent et des conditions dans lesquels celui-ci se réalise ne croient pas que le ralliement de leurs opposants récents doive à davantage que l'impuissance dans laquelle ils se sont momentanément trouvés.

On hésite au bord de cette alternative aujourd'hui encore incertaine. On voudrait en effet que tous n'y croient pas. Ou qu'ils n'y aient pas cru alors. Qu'ils aient cru au contraire qu'il n'y avait rien au monde en quoi l'on doive moins croire. Parce qu'il n'y avait rien qui était plus fait pour que le monde ressemble moins à ce à quoi ils voulaient qu'il ressemble.

On n'en est pas sûr cependant. Il n'est pas impossible qu'il n'y ait plus personne pour s'opposer à cette nouvelle loi d'airain, à ce nouveau dieu lare. Pas même ceux qu'on croit encore prêts à se dresser contre. Peut-être ceux-ci seront-ils à leur tour ceux qu'il convertira. Et dont la conversion l'enorgueillira. Dont elle l'enorgueillira d'autant plus qu'elle lui paraissait impossible.

La haine de l'argent était une politique. Mais il n'y a plus aucune politique pour s'ajuster à elle. Parce qu'il n'y a plus aucune politique. Parce qu'il n'y a pas de politique dont l'argent n'ait eu raison. Il n'y a pas de politique dont l'argent n'ait eu raison parce qu'il n'y a pas de politique dont l'argent ne décide. L'argent décide à ce point de tout qu'il n'y a plus de politique, *même de l'argent*.

Et c'est un cercle infernal. Dont on ne sortira pas sans sortir de tout ce qui fait horreur. Sans opposer à ce qui fait horreur la violence qui permettra d'en sortir. La violence la plus grande. La politique a, à ce point, disparu qu'il n'y aura pas même lieu de dire que cette violence sera si peu que ce soit « révolutionnaire ».

C'est l'un des phénomènes qui étonnent le plus : que disparaissent une à une ou ensemble les raisons que tous avaient, il y a peu encore, ensemble ou séparément, de protester. D'une protestation que rien ne semblait pouvoir réduire.

On s'est tus, c'est l'évidence. Et ce ne l'est pas moins qu'on ne sait pas qui ni comment a obtenu ce silence. Une chose est sûre : rien n'a été fait pour que les raisons contre lesquelles cette protestation s'élevait disparaissent. Une deuxième l'est aussi : rien n'a été fait non plus pour que quelque raison que ce soit fasse disparaître cette protestation. Une troisième, peut-être : ce sont les mêmes, pour la plupart, qui protestaient avec le plus de liberté et de violence qui représentent avec le plus d'assurance les raisons selon lesquelles non seulement ce monde ne devait pas être renversé, mais selon lesquelles il n'y a même pas de meilleur monde possible.

On s'est accommodés. En masse. C'est le mot minimal qu'il y a lieu d'employer s'agissant du rapport que tous semblent aujourd'hui entretenir avec ce qui est : ils s'en accommodent. Même ceux qui prétendaient qu'aucune accommodation avec un tel monde n'était possible. Eux surtout s'en accommodent.

Ils en jouissent aussi. Ils en jouissent d'autant plus qu'ils étaient davantage résolus à le renverser. Étrange échange. Et mystérieux. Renversement de l'âge ? Inclination vers l'argent ? L'âge, l'argent – mais la lâcheté d'abord que l'âge a en propre et que l'argent rémunère si promptement – ont assagi tous ceux qui ne demandaient qu'à l'être.

Il n'y a pas de désir de révolution qui n'ait eu, de tous temps, affaire avec la trahison de ceux qui s'impatientaient que celle-ci récompense l'attente dans laquelle ils étaient. Jamais, cependant, ceux qui devaient trahir ont si peu attendu et autant que dans ce cas-là représenté le nombre le plus grand.

Ce dont le capital leur a été reconnaissant : ils occupent, parmi les places qu'ils pouvaient prétendre occuper, les meilleures. Celles que le capital réserve de préférence à ceux qui le rallient après avoir formé le projet de le renverser. Tout le monde est content. On ne voit plus qu'eux. On les voit davantage même, mais c'est justice selon l'ordre des intérêts du capital lui-même, c'est-à-dire du régime dominant de l'argent, que ceux qui l'ont défendu contre eux. Le capital n'est pas juste, peut-être ; mais il ne s'agit pas qu'il soit juste, il s'agit qu'il soit reconnaissant. Qu'il soit reconnaissant pour que nul n'aille douter qu'il agit selon le sens jamais altéré qu'il a de son intérêt.

La politique a disparu et la domination est à peu près totale.

Quoi qu'on veuille dire, entrant dans les détails ou les tenant à distance (simplifiant), quelque démonstration qu'on puisse désirer apporter, il n'y en a pas un qui ne demande qu'on dise d'abord ceci : de la politique, il ne reste rien. C'est parce qu'il n'y en a plus ni n'en reste rien que la domination est totale.

La domination n'est pas une des formes possibles de la politique mais la forme entre toutes de sa disparition. En quelques termes qu'on choisisse de le dire, la disparition de la politique n'a jamais témoigné d'autre chose que du triomphe de la police sur la politique. C'est le cas ici, si loin qu'on semble pourtant d'un cas de figure auquel on reconnaîtrait que la police l'a emporté sur la politique.

Ainsi, dire que la domination n'est pas une forme de la politique nécessite qu'on dise aussi

qu'il fallait que la politique disparaisse pour que la domination l'emporte. Si la domination était politique, c'est toute la possibilité de la politique qui demeurerait. Or c'est le contraire qui se passe. La domination est sans partage parce que la politique n'y a plus de part. La politique a d'autant moins de part à la domination que c'est elle qui s'est employée à sa disparition définitive.

Mais une autre raison doit alors être invoquée, dont on ne sait pas, maintenant, s'il y a lieu d'y voir la chose la mieux concertée ou le résultat d'un hasard malheureux : la domination a étendu ses plans, réformé ses procédures, établi ses topographies au moment même où notre attention en était détournée.

N'avons-nous rien vu, rien compris, rien anticipé de ce que la domination établissait ? C'est que notre attention était tout entière requise par ce qui était fait pour qu'on croie *que de la politique existait encore*. Nous ne l'avons pas cru d'abord d'une façon à laquelle de l'attente, peut-être même de l'espérance, aurait été liée. En un sens seulement dont *l'angoisse* décidait. Ce constat s'impose : nous nous sommes encore occupés de politique, non pas quoiqu'il n'en existât déjà plus, mais parce que nous craignions que la seule qui restait fut la pire des politiques.

Autant le dire sans détours : l'existence d'un parti fasciste a tout un temps entretenu l'illusion que de la politique persistait (elle l'entretiendra encore, ailleurs). Il faut bien en convenir alors, c'est toute la politique qui était intéressée à la persistance d'une illusion qui la sauvait.

De là le fait que tous les partis aient protégé *ce* parti (en un sens, le seul qui restât). Peu importait, semble-t-il, que de cette protection dépendît alors qu'il n'y eût plus de politique que sous sa forme la plus régressive – pourvu que de la politique existât encore. Il ne fait pas de doute après coup que c'est ce qui comptait. Les partis démocratiques ont dû leur existence, tout ce temps, au seul parti qui n'était pas démocratique ; lui seul a fait qu'ils ont cru, peut-être, et prétendu, souvent, à une démocratie qu'ils auraient sauvée quand, au contraire, ils s'employaient malgré eux à faire qu'elle disparaisse.

Le comble : ce que le parti fasciste se montrait lui-même peu à peu impuissant à faire !

Nous étions à ce point occupés par la possibilité qu'une politique si régressive puisse exister que nous n'avons pas vu que c'était en suscitant l'illusion toute morale d'une guerre faite à *cette* politique que l'amoralité d'une disparition de la politique fut rendue possible.

La domination voulait-elle qu'on croie à une résurrection possible des archaïsmes de la politique ? C'était en fait pour qu'on ne voie rien des procédures qu'elle agençait dans l'ombre pour que la politique disparaisse. Voulait-elle faire croire au retour des formes anciennes et violentes de la police ? C'était en fait pour que d'autres formes, modernes celles-ci, et douces et placides, se substituent à elles. Si douces et si placides que nul ne les eût accusées sans excès d'être des formes elles-mêmes policières. On reconnaîtra après coup la modernité des temps auxquels il nous aura pourtant fallu survivre à la douceur et à la placidité des polices que ceux-ci étendirent partout. Une placidité, une douceur d'autant plus sensibles que leur nombre semblait pourtant grand.

Il n'y aurait bientôt plus rien qui ne doive aux polices la douceur et la placidité que tous voulaient en effet ressentir. Il n'y aurait bientôt plus personne à ne vouloir que les polices aient la douceur et la placidité que la révolution n'avait pas su donner à leur place. L'histoire

de l'argent est complexe sans doute. Rien ne peut faire cependant qu'elle aurait pourtant compté pour rien si on ne s'était pas mis entre-temps à attendre des polices autant qu'on avait attendu de la révolution.

C'est tout le pouvoir qu'occupe maintenant ce qui s'est dessiné dans l'ombre de ce qu'on craignait de voir arriver en pleine lumière. *C'est tout le pouvoir qu'a maintenant tout ce qui a le pouvoir*. Non pas seulement parce que nous aurions entre-temps cédé sur la haine qu'engendre le fait qu'il y ait quelque pouvoir que ce soit ; *a fortiori* s'il est total. Mais parce que nous avons cru un instant que les formes nouvelles du pouvoir pourraient emprunter à ses formes anciennes. Qu'elles pouvaient même s'y réduire. Or ce n'est pas ce qui s'est produit. Entre toutes les illusions que les pouvoirs ont toujours été prompts à faire naître pour décontenancer ceux qui avaient le projet de les renverser, celle-ci est sans aucun doute la plus réussie. Nous nous sommes sans doute honnêtement agités ; rien ne pourra plus faire que ce n'ait été en vain.

Avons-nous été dupes ? Sans doute.

Et il a dû arriver qu'on le soit moins absurdement. Et il arrivera que nous devions payer longtemps pour cette méprise qui nous a fait faire ce que nous jugions que nos aînés n'avaient pas fait. Quand ce qu'il nous aurait fallu faire, c'était ce que l'époque qui était la nôtre voulait qu'on fasse : pour empêcher mieux que ceux-ci ne l'avaient su que la démocratie disparaisse.

Nous serons longtemps responsables de n'avoir pas été assez attentifs pour empêcher que la démocratie disparaisse en même temps, et par le même mouvement, que la politique disparaissait. Tout simplement parce que nous en étions encore à penser qu'il ne pouvait y avoir que l'extrême droite à pouvoir faire qu'elle disparaisse.

L'extrême droite a entretenu l'idée que la politique survivait à sa disparition que tout invitait à constater. Peu importait qu'elle ne survécût que sous sa forme réactive. Peu importait en fait la forme sous laquelle *de* la politique aurait survécu pourvu qu'il en survécût. Pourvu que ce qui conspirait à sa disparition ne l'emportât pas. Tout le monde a plus ou moins pensé ainsi.

Mais ce dont ont alors triomphé ceux qui l'ont pensé fait rire aujourd'hui.

Ou inquiète vaguement.

Inquiète si l'on songe qu'ils n'ont pas seulement triomphé de l'extrême droite avec ceux qui ont triomphé en même temps de toute politique ; mais qu'ils ont triomphé de toute politique parce qu'ils étaient mélancoliquement occupés à faire que l'extrême droite ne triomphât pas.

Ce qu'elle ne pouvait pas. C'était l'évidence. On le sait aujourd'hui.

Pendant que l'extrême droite s'occupait, et nous occupait, à reproduire une obscurité ancienne, le capital s'occupait à produire le contraire de l'obscurité que l'extrême droite reproduisait et que nous redoutions.

Le contraire : la *transparence*.

De tous les mots au moyen desquels la politique ou ce qu'il en reste est susceptible d'être dite, celui-ci est le plus éloquent. Pensions-nous avec candeur que quelque chose de caché

menaçait ce qui était (ou pensions-nous que, dans ce qui était, la part de ce qui restait caché était la plus grande) ? Mais c'est le contraire qui se passait au même moment : la transparence s'installait sans partage.

Si la transparence s'est à ce point imposée, c'est que ceux qui voulaient qu'elle s'impose étaient puissamment convaincus qu'elle seule pouvait servir les desseins qu'ils poursuivaient. Et ils auraient su quels étaient ces desseins que la transparence seule était susceptible de poursuivre. Une guerre idéologique a alors commencé qu'ont apparemment ignorée tous ceux qui en mesurent aujourd'hui, trop tard, les conséquences ; une guerre à laquelle semblent n'avoir en réalité participé que ceux qui l'ont gagnée. Les autres, c'est-à-dire tous ceux qu'une telle guerre aurait dû intéresser, étaient occupés ailleurs. Étaient occupés à ce à quoi on les avait occupés.

C'est étrange sans doute : rarement guerre intellectuelle a trouvé plus désarmés les protagonistes qu'elle appelait. Il n'y a personne qui ne l'ait été, à l'exception de ceux qui en avaient pris l'initiative. Entre tous les rendez-vous ratés dont l'histoire est pleine, celui-ci est sans doute le plus coûteux. Il n'arrivera pas avant longtemps que les révolutionnaires qui conspiraient à la fin du régime de domination et les conservateurs que la domination inspire pour pérenniser ses procédures se rencontrent de nouveau. La vérité est que la domination l'a emporté pour longtemps. Et qu'elle ne l'a pas emporté sans l'appui imprévu de ceux qui ne manquent pas de se proclamer « révolutionnaires ».

Il est évident aujourd'hui que c'est durant ces quinze années que semblait pouvoir triompher le fascisme qu'a en fait triomphé une procédure inédite de la domination ; et, entre toutes celles qu'elle s'est déjà données, la plus efficace.

Qu'a triomphé ce à quoi tout le capital avait secrètement travaillé depuis des décennies : la fin de toute alternative au système qu'il donnait pour modèle. Le capital l'emporterait alors sans partage : il n'y aurait plus rien qu'il ne puisse exiger ni obtenir de ceux sur lesquels il s'assurait d'une domination entière dès lors qu'il n'y aurait plus rien au nom de quoi quiconque puisse encore la lui refuser.

Il pourrait sembler que c'est le seul triomphe que le capital a alors emporté. Et il semblerait qu'un tel triomphe suffisait sans doute, dès lors qu'il aurait fait taire tous ceux qui s'étaient dressés contre lui (avaient tenté de l'empêcher).

Ce n'est pas le cas : un tel triomphe, si grand qu'il ait été, n'a pas suffi. Et on ne l'a pas vu davantage. C'est-à-dire : on n'a pas davantage vu qu'au capital il ne pouvait pas suffire qu'il n'y ait plus personne, nulle part, qui ne puisse ni ne veuille s'y opposer ; il fallait encore qu'il n'y ait plus personne qui ne veuille le faire sien.

C'est ce qui n'est pas apparu tout de suite, sans doute. Mais c'est ce qui n'est pas moins apparu depuis. Le capital, fut-il devenu inévitable, triomphant sans doute, mais triomphant trop en quelque sorte, c'est-à-dire au point de prêter à penser qu'il serait plus grand que les raisons qu'il avait de l'emporter, et ce serait alors l'inévitable recommencement des récriminations, des intolérances, des protestations. Et, entre toutes celles que le capital pouvait le plus craindre, les récriminations, les intolérances et les protestations *morales*.

Or le rêve qu'avait formé le capital (et qu'il aurait secrètement voulu qu'on formât avec lui) tout le temps qu'il s'était opposé au communisme, c'est-à-dire tout le temps que le communisme, tant bien que mal, lui avait résisté, *c'était qu'il était moral*. Le capital était

moral sans doute, ce que le communisme avait été de tout temps, même trompeusement, mais il ne l'était peut-être pas assez pour que sa moralité survécût à la victoire qu'il venait d'emporter.

Pour que le capital passât pour moral au moment de cette victoire (je précise : pour que cette victoire ne passât pas pour autre que morale), il fallait qu'il ne passât pas pour politique. C'est la seconde des choses auxquelles nous n'avons pas prêté attention tout le temps que l'extrême droite détournait celle-ci : non seulement le capital travaillait à n'avoir plus d'alternative, mais encore il travaillait à n'être plus lui-même une politique.

Et c'est ce qu'on comprend après coup, entre beaucoup d'autres choses : le capital n'a pas encouragé l'extrême droite pour trouver auprès d'elle, le moment venu, les soutiens qu'elle lui avait prêtés dans le passé. Il l'a encouragée, je l'ai dit, pour détourner notre attention. Mais, surtout, il l'a encouragée pour alimenter une détestation de la politique qui lui était nécessaire ; dont il savait par avance quel bénéfice il tirerait le moment venu. Ce bénéfice serait d'autant plus grand qu'il fallait, de son côté, qu'il travaillât à passer pour toute autre chose que politique. Il fallait qu'il ne fut pas politique, dès lors que ce dont il triomphait, en triomphant du communisme, c'était de la politique elle-même et de la prétention au moins abusive, peut-être criminelle, qu'elle a toujours eue que c'était à elle de décider démocratiquement de ce qui avait lieu d'être.

Le très étrange et très considérable travail auquel c'est tout le capital qui s'est attelé, dans l'indifférence d'à peu près tous ceux qui auraient été susceptibles de le contrarier, a consisté à faire qu'on ne dissocie plus démocratie et politique.

La politique était absurde au moins, criminelle peut-être, qui voulait en effet que les hommes décident eux-mêmes d'un sort qui les rendait si résolument, si opiniâtrement, ou serviles ou malheureux. Le capital opposerait à cette opiniâtreté et servile et malheureuse une évidence que nul n'accuserait plus de n'être pas démocratique, dès lors que la démocratie ne serait pas nécessaire ; dès lors que la prétention que le capital a que les besoins soient satisfaits le sont en effet (ce que la démocratie ne saurait prétendre).

Quitte à ce qu'il en coûte à ceux que le souci de la démocratie mobilisait mélancoliquement de devoir reconnaître qu'il ne suffit pas que les besoins soient satisfaits pour que nul n'en appelle *à aucune autre démocratie*.

C'est pendant ces années que le pouvoir a changé de mains. C'est pendant ces années qu'il a du moins quitté celles que la démocratie (au sens ancien du terme) lui prêtait. On dut continuer de voter. Et on le continuera longtemps encore. Mais ce n'est plus ni ne sera plus pour qu'aucun pouvoir démocratique applique la politique que ceux qui les ont élus attendent ou attendront de voir conduite.

Le pouvoir politique n'a pas pour rien changé de mains. Il a changé de mains pour que ce soient les mêmes qui disposent de l'argent et qui décident de tout ce dont il arrivait encore que le pouvoir politique décidât. *On n'a jamais moins été en démocratie que depuis qu'on ne craint plus que quiconque ne menace la démocratie*. C'est le paradoxe auquel on reconnaît ce temps. Auquel on reconnaît qu'il se différencie de ceux qui l'ont précédé. Un paradoxe qui n'a tout son sens que si on lui donne cette forme qui ne paraît extrême qu'à qui ne pense la politique qu'à son corps défendant : la démocratie a disparu le jour même où il n'y a plus eu personne à ne se trouver d'accord pour dire qu'elle l'avait emporté sur la plus grande des menaces qui pesaient sur elle. Et, peut-être, sur toutes les menaces qui le pouvaient. On

devra le dire longtemps encore.

Fallait-il, en 1989, chanter avec ceux qui chantaient sur les décombres du mur de Berlin ? Sans doute. Il aurait pourtant fallu se représenter que la séparation avec laquelle on en finissait de façon pour les uns imprévisible, pour les autres miraculeuse, refermait sur le monde qui existait une clôture à laquelle il n'y aurait dorénavant plus d'extériorité. C'est l'évidence qu'à peu près tout le monde s'en est réjoui alors, indifférent autant qu'on pouvait l'être à ce qui pouvait résulter d'un monde qui commencerait par le fait d'être confronté à lui-même. Qui n'aurait plus que lui-même auquel se confronter. Qui serait tout à coup sans pouvoir être jugé autrement. À qui il n'y aurait plus d'échappatoire possible. Même imaginaire.

Les journalistes, les médias mondiaux donnèrent le ton. C'est même la première circonstance où l'on vit que les médias étaient depuis devenus mondiaux ; c'est-à-dire que c'est la première circonstance où on les vit donner à tout ce qu'ils disaient ce caractère auquel on sait depuis que c'est la mondialité qui est engagée.

La mondialité, c'est-à-dire le plus grand bien, la vertu même (une transcendance en quelque sorte, encore que ce soit le contraire que ce monde connaît au même moment : la disparition de la possibilité de la transcendance). C'est aux médias qu'on doit ce qui s'est dit alors et qu'on retrouve depuis chaque fois qu'il leur semble que c'est la mondialité qui est en cause (et c'est la mondialité qui est en cause chaque fois qu'il semble aux médias que leur sort l'est aussi, et que l'est la vérité qui dépend d'eux). Ce que les médias dirent alors, obéissant comme toujours à ce que la domination dit par leur bouche, ce n'est pas que la liberté est ce que le capital imposa alors à ces foules frustrées, mais ce que ces foules frustrées voulaient et qui servirait alors de modèle à toutes les libertés que le capital leur impartirait.

L'échec du communisme n'a pas été un échec politique (on ne l'a prétendu qu'à tort). Un échec *politique* du communisme serait intervenu plus tôt et eût fait la part plus belle aux oppositions en effet politiques qu'il n'avait pas, depuis les années vingt, cessé de nourrir.

C'est le contraire : aurait-on voulu liquider une histoire qui faisait honte qu'on n'aurait pas agi autrement. Et on n'a, en effet, pas agi autrement.

L'histoire qui faisait honte, ce n'était pas *l'histoire communiste* (ce qu'on ne cessait pas de répéter pourtant, se rengorgeant d'une victoire d'autant plus complète qu'inespérée), *mais l'Histoire elle-même*. L'occasion était trop belle, le communisme s'effondrant, qu'on en finisse du coup, qu'on en finisse d'une seule fois, et de l'histoire que le communisme s'était stupidement entêté à donner à admirer, *et de toute histoire*.

Ne suffisait-il pas qu'on dise désormais que l'obstination à produire de l'histoire était communiste pour qu'il n'y eût plus d'histoire qui ne fut par le coup communiste elle-même et qu'on ne dût disqualifier ?

Et c'est ce qu'on a fait. Ne tenant aucun compte de toutes les histoires qui s'étaient pourtant écrites contre le communisme, se fussent-elles écrites au nom d'un communisme qui, lui, n'eût pas trahi l'espérance qu'il portait.

Le capital n'a pas d'histoire, sans doute. Pas de luttes, pas d'espérances ; rien à produire au titre des pièces que le juger appellerait. Durant les temps qui ont précédé la chute du

communisme et, bien des années après celle du mur de Berlin, rien n'aurait plus fait rire qu'une telle prétention : qu'on le jugeât pour ce qu'il était.

Mais après, après la fin de l'espérance communiste qu'avait si tristement entretenue le stalinisme pour tous ceux qui ne pouvaient pas avoir d'autre espérance, pour lesquels n'existait que lui en guise d'espérance, et après la chute du mur de Berlin, tout était alors réuni pour qu'il n'y eût rien dont le capitalisme pût se vanter davantage.

Nul n'était mort au front des luttes qu'il n'avait pas menées ? c'était alors le signe qu'il était fait pour ne faire aucun mort. Nul n'était sorti désespéré d'une espérance qu'il n'avait ni formée ni entretenue ? c'était alors le signe que ce qu'il était, si désirable qu'il aurait pourtant voulu devenir, ne formait aucune assurance pour l'avenir.

Le capital est que nul n'a fait de lui son espérance aussi longtemps que l'espérance qu'était le communisme existait.

Mais il est arrivé que cette espérance que seul le désespoir entretenait ne soit plus même en mesure d'empêcher que le capital ne la thésaurise comme il sait tout thésauriser. Entre toutes les leçons dont le capital est capable, il y a celle-ci : il n'y a pas de désespoir qu'il ne puisse guérir, ne serait-il pourtant porteur d'aucune espèce d'espérance.

Que voulaient ces foules, en 1989, qui fuyaient : jouir de ce que le capital leur offrirait bientôt, dussent-elles en jouir à la place des foules occidentales qui avaient été payées (et mal) pour savoir combien on en jouissait peu. C'est-à-dire pas beaucoup plus que les foules communistes n'avaient joui du communisme (à l'espérance près).

Le capital vers lequel ces foules furent en effet nombreuses à se mettre en mouvement, inversant soudain par le mouvement qu'elles formaient celui dont on croyait que c'était le sort de l'Histoire qui dépendait, ce capital savait qu'il n'avait plus à craindre qu'on le jugeât à ce qu'il avait été jusqu'alors, pourvu qu'on le jugeât dorénavant à ce qu'en attendaient ceux qui se mettaient en mouvement vers lui.

Il n'avait donc pas entretenu en vain cette guerre qui voulait que le communisme périsse ; il ne l'avait pas entretenue en vain dès lors que ce qui périssait avec le communisme c'était la guerre à laquelle il appelait lui-même. On ne mesurera pas avant longtemps ce qu'il a en a coûté que toute opposition au capital puisse être réduite à celle que le communisme prétendait qu'il avait incarnée. On aurait dû le savoir : le communisme, dans sa forme soviétique (c'est-à-dire dans toutes les formes dans lesquelles le communisme s'était compromis et, à la fin, abandonné), allait permettre, rendant pitoyablement les armes, qu'il n'y eût plus d'opposition au capital qui n'ait tout à coup tous les torts qu'avait eus le communisme. On n'est pas depuis lors sorti de ce solde trompeur. Même ceux qui ne croyaient plus que le communisme représentait rien de ce qu'il y a lieu d'opposer à l'ignominie du capital plaident coupable. Ils plaident coupable pour une ignominie qui n'a jamais été la leur, et qui n'est en effet pas moins grande que celle du capital.

Le rêve que le communisme avait incarné avait été criminel sans doute ; mais cela suffisait-il pour qu'on dise alors ce qu'on n'a pas cessé depuis de dire : que tout rêve est criminel ? Et pour qu'on ne dise plus que le capital est lui aussi criminel.

Le communisme ne voulut pas ce dont on lui fait aujourd'hui porter la responsabilité ; au contraire du capitalisme qui voulut tout ce dont on ne l'accuse pas. De tous les trompe-l'œil dont l'histoire est friande, c'est le plus troublant.

Qu'on juge sans doute puisqu'il n'y a personne qui ne veuille juger, et qui ne croie le pouvoir. On ne jugera que mal cette histoire, cependant, ou faussement, tant qu'on jugera le communisme selon ce qu'il était fait pour réprouver avec le plus de force ; et tant qu'on jugera le capitalisme selon des valeurs dont il ne se réclame qu'après les avoir cyniquement récusées.

Des valeurs dont il voudrait sans doute qu'elles soient celles de l'histoire qui a triomphé, quand elles ne sont que celles de l'histoire qu'il a imposée.

Il n'est pas sûr, cependant, que le capitalisme ait tout gagné en réussissant à « perdre » ce à quoi il était le plus résolument opposé.

Il y a une chose au moins qu'il n'a pas gagnée. Qu'il a perdue même. Il a perdu la possibilité que seul lui offrait jusque-là ce à quoi il s'opposait : de n'être pas jugé lui-même dès lors qu'il avait su s'ériger en instance du jugement auquel il soumettait le communisme. C'est lui-même qui est désormais soumis aux raisons du jugement auquel il soumettait le communisme. En d'autres termes, s'il se peut que nul n'ait pu le juger les quinze dernières années que le stalinisme exista (même sous sa forme finalement révisionniste), il est tout à fait certain qu'il lui faut maintenant se juger lui-même pour que n'apparaissent pas que les raisons qu'il avait de juger le communisme aussi durement qu'il le jugea appartenaient beaucoup moins à la morale qu'elles n'appartenaient à l'intérêt.

Tout va très vite. Et il ne fait pas de doute qu'on n'a pas davantage vu comment le capitalisme l'avait si entièrement emporté qu'on ne voit de quel prix il lui faudra dorénavant le payer. Et c'est pourtant le plus intéressant. À quelque degré qu'entre l'intérêt dans cette hostilité ancestrale, c'est toutefois à l'innocence qu'on en appela.

Et c'était justice sans doute ! C'est-à-dire : le capital n'avait-il pas encouragé à juger le communisme suivant les valeurs qu'il disait être les siennes ? Et à le condamner de même ? Il fallait alors qu'il s'attende à être à son tour jugé selon les valeurs qu'il avait opposées au communisme. Et c'est sans doute ce qu'il a le plus craint.

Certes, il n'avait rien promis qui permît qu'on le jugeât à quelque déception que ce fut. Mais il avait jugé. Il ne pouvait d'ailleurs pas faire moins, sans doute.

Il ne pouvait pas faire moins mais c'était trop cependant. Trop parce qu'il lui faudrait pouvoir à tout instant affronter le jugement que tous étaient dorénavant justifiés à former contre lui.

Trop surtout parce qu'il aurait à cœur d'afficher lui-même l'innocence qu'il accusa le communisme d'être incapable d'incarner. Or, on le sait, si le communisme peut être coupable, et s'il l'a été en effet, s'il l'a été dès lors que ce qu'il fut détrompa si prodigieusement l'attente qu'il avait invité à former, l'attente entre toutes de l'égalité, le capital ne peut se prétendre innocent dès lors que son principe exclut l'idée même de tout principe, *a fortiori* celui de l'égalité.

On se souvient à quelles liesses visibles ces foules désorientées (de « là-bas », d'ici) se sont livrées en 1989 ; on peut imaginer à quelle liesse secrète et certainement sereine le capital s'est lui-même livré au même moment. La victoire n'était-elle pas complète ? Complète, elle ne pouvait l'être plus : il ne restait rien qu'il ne serait en mesure d'administrer.

Il s'est d'ailleurs trouvé un idéologue américain (du State Department), Francis Fukuyama, pour l'écrire, œuvrant à un prophétisme à rebours : il ne promettait pas que rien arriverait ; il affirmait que tout était déjà arrivé. La fin de l'histoire par excellence.

La fin de l'histoire n'était-elle pas en effet arrivée dès lors que rien n'arriverait plus ? C'est la démonstration à laquelle s'employa cet idéologue et à laquelle s'employèrent tous ceux qui voulaient qu'ait raison l'idéologie pour laquelle il plaidait. Ne serait-ce que pour que la liesse qu'on voyait s'être emparée de ces foules ne restât pas elle-même sans raison. Ne serait-ce que parce qu'il n'y a rien dont le capital ait moins l'habitude que les liesses qui s'emparent des foules.

Celle-ci n'a pourtant duré pour personne très longtemps. Ces foules sevrées ont assez vite vu qu'il y avait, entre ce qu'avaient les foules de l'autre côté de l'ancien mur et elles-mêmes, un abîme dont aucun partage à caractère collectif ne réparerait d'une seule fois l'injustice. Qu'il réparerait d'autant moins que c'était du désir qu'existât un partage à caractère collectiviste qu'elles se séparaient. Dès lors, ces foules se sont vite retrouvées chacune avec ses démons propres.

C'est l'histoire de l'Europe, sans doute, de renouer régulièrement avec ses démons propres et anciens. Mais c'est avec celle du capital qu'elle s'en découvrit à cette occasion de nouveaux. Et, entre tous les démons qu'elle était alors susceptible de se découvrir, le capital lui-même, parce que grandi aux dimensions de se juger dès lors qu'il ne restait plus que ses valeurs pour qu'on pût le juger.

Il n'y aurait plus que lui pour juger de ce qu'il était, attendu qu'il n'y avait plus rien dont il n'ait eu raison et au moyen de quoi il ait encore été possible de le juger. Et c'était le pire piège sans doute. C'est-à-dire, le capital se prêtait au piège d'un principe du jugement qu'il n'avait jamais formé qu'à des fins idéologiques ; or il serait dorénavant le principe même du jugement – un principe auquel il n'y aurait pas jusqu'à lui qui ne doive se plier. Ce piège était en quelque sorte l'enfer auquel cette victoire si entière ne le préparait pas. Il lui faudrait s'appliquer les critères qu'il appliqua avant, et en toute mauvaise foi : s'agissant de la liberté, d'abord ; s'agissant de l'égalité, ensuite. S'agissant de l'une et de l'autre ensemble, répondant l'une de l'autre. Le monde que le capital régirait serait libre sans doute, mais il faudrait qu'il soit égal *en outre*. Il le faudrait dès lors que le communisme ne serait plus là pour lui rappeler qu'il ne saurait y avoir de monde libre qui ne soit aussi et essentiellement *égal*. Et c'est là où le communisme a échoué – à accorder l'une à l'autre ; à faire même que ni l'une ni l'autre n'existe – qu'il conviendrait que le capitalisme n'échoue pas. Autant dire que c'est là où le communisme a échoué qu'il va l'emporter – de façon posthume.

Le malheur à venir du capitalisme est dans ce désir qui s'est emparé de lui qu'on croie :

1. que ne rien cacher est possible ;

2. qu'il faut qu'il en administre partout et à tout instant la preuve ;

3. qu'une telle preuve, si tant est qu'il lui soit possible de l'administrer, témoignera pour lui.

(C'est une preuve impossible à administrer, à l'évidence ; qu'il ne regarde pas moins comme ce qui peut seul le sauver.)

Le communisme eut son histoire et nul ne nie qu'elle aura été de bout en bout une déconvenue féroce. Le capitalisme a la sienne : mais nul n'est sûr qu'elle ne devienne pas moins invivable. La question qui se pose maintenant consiste à savoir si la transparence à laquelle on voit que le capital se prête avec une confiance d'enfant est le plus retors des pièges qu'il a jusqu'alors imaginés, ou s'il est la pauvre parade qu'il a improvisée pour éviter qu'on le juge à son tour.

La question ne cesse pas de se poser.

La tentation est d'abord de penser que c'est pris de court que le capital s'est prêté à cette pauvre défense au moyen de laquelle il a pu un moment imaginer qu'on ne douterait pas qu'il se jugeait lui-même avec la même intransigeance qu'il avait naguère jugé le communisme (et qu'il jugeait les trahisons dont il accusait le communisme quand il n'y avait rien qu'il eût moins voulu que ceci : que celui-ci ne se trahisse pas). En somme, il pouvait penser, sacrifiant quelques-uns des siens, et qui le méritaient sans doute, que c'est à démontrer l'innocence qui était essentiellement la sienne qu'il travaillait.

Il ne fait pas de doute qu'il a pu le croire un moment et que l'ont cru avec lui les premiers de ceux qu'il a sacrifiés. C'est-à-dire que les uns et les autres seraient convenus que ne pouvaient plus durer les « libertés » que permettait la guerre « pour la liberté » entreprise contre le communisme.

Ne serait-ce que parce qu'il fallait, cette guerre finie, que le capital fut à la hauteur d'une victoire aussi inattendue ; il fallait surtout qu'il fut à la hauteur des principes au nom desquels il prétendait qu'il avait obtenu cette victoire. Et il faudrait dorénavant que tous ceux qui trahiraient ses procédures naturelles – ne serait-ce qu'en rendant trop voyantes les fins auxquelles bien sûr elles ne cessaient de s'attacher – ne puissent plus prétendre compter au nombre de ceux qui avaient représenté, et représenteraient à l'avenir, un monde devenu depuis par la force des choses *moral*.

La morale est au cœur de ce qu'on sait que le capital désire secrètement incarner. Qu'il désire incarner, ne serait-ce que parce que c'est à sa trahison qu'il sera longtemps le plus facile de juger les alternatives qui s'étaient offertes à lui.

Autrement dit, il n'est pas aussi important qu'il le paraît d'abord que le capital apporte la preuve qu'il est *le plus efficace* des systèmes économiques. Le plus important est qu'il apporte la preuve qu'il est aussi, entre tous les systèmes économiques, *le plus moral*. Il ne pouvait pas suffire que le communisme capitulant reconnût que, s'agissant de la liberté, le capital restait ce que les masses pouvaient espérer de mieux ; il fallait encore qu'il reconnût qu'il était ce qui se faisait de mieux s'agissant *même* de l'égalité.

Celui que cette lutte à mort avait terrassé n'était bien sûr plus en mesure de produire une affirmation qui le niait si essentiellement. Il a alors suffi que celui qui avait triomphé de lui formât à son bénéfice une affirmation pourtant aussi peu faite pour être crue.

La transparence, qu'on voit le capital vouloir sans toujours comprendre pourquoi, dont on croit qu'il la veut, y compris au prix des risques qu'elle entraîne pour lui, la transparence est un jeu de plus qu'il a su inventer pour que ce qu'il a toujours été ne perde rien de l'éclat auquel on le juge et auquel on reconnaît sa supériorité. En d'autres termes, la transparence, si incompréhensible qu'elle paraisse, c'est-à-dire si bien faite qu'elle paraisse d'abord pour nuire même à ceux qui ont le plus fidèlement servi les desseins desquels on sait que le capital

ne s'écarte jamais longtemps, la transparence est, entre toutes les épreuves par lesquelles il lui a fallu passer pour demeurer sans plus aucune adversité, celle qu'on est justifié à créditer après coup du plus fort coefficient de duplicité. Parce que nulle n'aurait été plus qu'elle préméditée. Parce que nulle n'aurait plus qu'elle été aussi peu susceptible de connaître des contreparties. Pour que le communisme n'ait plus d'attrait, il faudrait que le capitalisme n'ait plus de secret. C'est-à-dire qu'il faudrait au capitalisme témoigner de la même possibilité d'innocence qu'on prêta longtemps à tort au communisme. Et c'en serait alors fini pour longtemps de ce dont il triomphait.

Parce que cette histoire ne serait alors pas aussi finie qu'imperturbablement le prétendraient les journalistes. C'est-à-dire qu'il dépendrait du capital qu'elle continue ainsi qu'il voulait qu'elle continuât. Croyait-on si peu que ce soit que la transparence (les « affaires ») – à laquelle on put un moment penser de bonne foi que c'était tout le capitalisme qui se soumettait comme on se soumet à une force extérieure – obligerait celui-ci à rendre les armes sur le terrain sur lequel le communisme les avait rendues. Si on le crut, il fallut se rendre à l'évidence. Le terrain des affaires et de la transparence était exactement celui que le capital avait choisi. Et sans doute pas pour rendre les armes, mais pour disposer de celles que ses alternatives n'avaient pas encore rendues.

De toutes les hallucinations auxquelles l'histoire de ce siècle a profusément prêté, celle-ci n'est pas la plus violente. Pour n'être pas la plus violente, elle n'en est pas moins la plus efficace. Il s'est agi que l'argent au nom duquel tous s'étaient jusque-là battus ne paraisse pas ce qu'il était : une puissance dont seule la force déciderait ; mais, tout autant qu'elle, bien plus qu'elle-même, l'équité.

Autrement dit, ce désir d'équité que l'alternative au capitalisme avait échoué à satisfaire, ce serait le capitalisme qui le satisferait par le même mouvement et pour les mêmes raisons qu'il triomphait. Il fallait à la fin que tout ce qu'est l'argent – et que tout ce qu'il en résulte de le posséder – soit aussi tout ce que tous voulaient d'un bout à l'autre d'un monde enfin soumis à sa règle, sans que nul ne puisse soupçonner qu'il désavantageait quiconque *a priori*.

L'argent s'est tout à coup offert à ceux qui le convoitaient comme tout ce qui pouvait répondre de la justice qu'on attendait de voir rendue à l'égalité prétendue des besoins. Nul n'est soudain devenu insensé, sans doute ; mais il n'y a alors plus eu personne pour croire que l'égalité dépendrait désormais d'autre chose. L'argent, qu'on avait jusqu'alors accusé de tout ce qui était, devenait du jour au lendemain ce qui permettrait qu'on n'accusât plus rien. Entre tous les tours de force qu'a accomplis le capital dans son histoire, ce retournement est le plus grand.

L'histoire s'arrêtait-elle là ? Ou une autre commençait-elle ?

L'histoire que l'argent et le jeu auquel il prête auraient en ce cas inaugurée ?

Sans doute, à en juger par ce qu'on s'est mis à dire d'eux soudain, et à quoi il a alors été possible de mesurer qu'il n'y avait plus rien qui puisse lui être opposé. Voulait-on *l'argent* et voulait-on qu'il n'y eût plus que lui ? On le voulait. On voulait qu'il réglât ce qui était, pourvu qu'on oubliât qu'il avait été impossible de le régler autrement.

Il est arrivé qu'on n'ait plus eu que lui et qu'on fasse de cela – qu'il n'y ait plus eu que lui – une joie quand tout aurait dû en faire une défaite. Et entre toutes les défaites, la plus grande.

Celle de la grande protestation révolutionnaire.

On a cessé d'être révolutionnaire, sans doute. Il n'y a personne qui n'ait cessé de l'être ; et il n'y a personne pour nier que ce qui a fait que nul n'est plus révolutionnaire, c'est l'argent.

L'argent au moyen de quoi ce qui n'était plus fait pour advenir est advenu, quand bien même est-il advenu sous sa forme adultérée ou trahie.

Croyait-on sincèrement que la révolution était possible ? En ce cas, on ne l'a plus cru.

Ne l'a-t-on plus cru sur un mode qui témoignait encore pour la révolution ? Non. On ne l'a plus cru, tout simplement, avec tout le cynisme qu'il y a généralement à ne plus croire.

Ne plus y croire n'a pas coûté à tous autant qu'on pense. Pour la plupart, une déception aussi considérable n'a pas entraîné de considérables inconvénients. Sans doute, la révolution ne permettrait pas ce que tous rêvaient, mais ce que la révolution ne permettrait pas, qui sait si ce n'est pas le capital qui le pourrait ?

Cette question a dû se poser à ceux qu'on voit y avoir répondu. Sinon, il serait incompréhensible qu'ils aient tous choisi le capital – ce qu'on les a vus choisir – sans nous dire que leur choix résultait de ce que leur croyance avait changé.

Ou ce serait qu'ils n'auraient pas changé de croyance. Tout au plus, de moyens pour l'atteindre. C'est bien ce qu'il faut qu'on croie si l'on ne veut pas croire qu'ils auraient renoncé à l'atteindre. Ce sont eux qu'on a vus s'employer, avec la virulence la plus grande, à faire que sortent ici et là ce qu'ils ont choisi d'appeler, et ce qu'il faut qu'on appelle avec eux, « les affaires ». On ne voulait pas de l'argent ni du régime que l'argent régentait ? Soit, on ne chercherait pas à nous convaincre qu'il nous faut vouloir l'argent, mais on nous encouragerait à dénoncer ceux qui l'acquièrent au mépris de l'égalité qu'il n'y a plus personne à n'attendre du monde que l'argent régente. Entre tout ce qu'il pouvait nous être donné de connaître et de vivre, cela est le plus troublant. Ce que d'aucuns abandonnaient, qu'on les a vus abandonner, on ne les a pas vus l'abandonner pour rien.

Y avait-il rien pour les justifier dès lors que la révolution ne les justifiait plus ? L'argent ne les justifierait pas moins *après* que la révolution ne les avait justifiés *avant*.

Dès l'instant où c'est de la transparence qu'il a été question, il a été question, sans qu'on le comprenne assez tôt, de cette égalité à laquelle il fallait que le capital se soumette lui-même, empêchant que quelques-uns, par les méthodes qu'ils avaient toujours eues de l'accumuler, en fassent douter. Plutôt se séparer d'eux, s'est mis à dire le capital (mais le dire ainsi suppose une théâtralité dont on sait que ce cynisme est en même temps incapable), que de laisser le doute s'installer. L'argent avait mis trop de temps à devenir cette croyance qu'il était enfin devenu pour qu'on ne laisse pas longtemps les plus cyniques se former quelque soupçon que ce soit.

Toutes sortes de mesures s'imposaient sans doute. Depuis leur éviction jusqu'à la déclaration d'une charte qui tiendrait lieu de programme : c'est alors qu'on a vu apparaître, sans pourtant faire rire aucun de ceux qui ne l'auraient pour rien au monde crue possible, l'idée d'un « capitalisme propre » et de « fonds de pension éthiques ». Un capitalisme propre, ce serait un capitalisme qui ne permettrait pas, c'est bien le moins, que personne ne s'enrichisse indûment, trichant avec les règles qui assurent l'équité de principe de la distribution de l'argent dans le capital.

Un capitalisme propre, ce serait aussi que nul ne soit malgré lui aliéné à la production de

biens dont le capital pourrait sans doute s'enrichir s'il ne veillait pas à ne pas s'enrichir contre les règles qu'impartit l'éthique à laquelle il dit maintenant que le capital obéit. Et on déclara dès lors qu'un « capitalisme propre » s'abstiendrait ostensiblement de rien commercialiser que pourrait avoir fabriqué qui que ce soit qui ne l'aurait pas fabriqué « librement » : des enfants ou des prisonniers politiques, etc. C'était sans doute le comble auquel pouvait prétendre le capital. Il n'y a pourtant eu personne pour vouloir porter le capital à ce comble que sa victoire elle-même appelait. Il y aurait dorénavant des limites à l'exploitation : les enfants, les détenus (au moins « politiques ») en seraient exclus.

Mais ce serait pour qu'on ne doute pas, ou qu'on ne doute plus si on n'en avait jamais douté, que c'est librement que tous ceux qui ne sont ni des enfants ni des détenus travaillent à la prospérité à laquelle le capital les attache par le même mouvement qu'il s'y attache lui-même. Y seraient-ils attachés au mépris de tous les seuils de pauvreté calculables, même selon les normes des pays industrialisés.

C'était une opération d'un cynisme nouveau et sans doute jamais encore atteint. Mais ce fut aussi une opération elle-même nouvelle de plusieurs autres façons, dont toutes ne devaient pas au cynisme.

Il ne s'agit pas de prétendre que ceux qui se sont si tardivement convertis aux mérites du capital, qui s'y sont convertis après qu'ils les eurent dénoncés pendant des années, se sont du coup convertis au cynisme dont le capital est à tout instant capable. Seulement, ils prêtent à celui-ci des vertus auxquelles lui-même ne prétend pas encore sans crainte.

Sans doute voulait-il dominer. Et sans doute voulait-il que la domination qu'il savait pouvoir devenir la sienne ne soit pas compromise par d'anciens préjugés… Mais de là à prétendre que même ceux qui l'avaient le plus violemment combattu en fassent le modèle de ce qu'eux-mêmes voulaient qu'on croie… Ce fut une divine surprise pour le capital lui-même. L'argent ne serait plus accusable de rien, dès lors que ne l'accusaient plus ceux qui l'avaient jusque-là accusé.

On n'a pas vu que le capital se convertissait sans doute ; mais on a vu que ceux qui l'avaient combattu se convertissaient au capital. Non pas au capital tel qu'il était et tel qu'il restait, mais tel qu'ils imaginaient qu'il devait être. Entre toutes les formes d'échange du pouvoir qui ont eu lieu il y a peu, et dont dépendent les formes de la domination elle-même, c'est la plus singulière.

C'est-à-dire qu'il faut entendre que ceux qui ont tout à coup vanté les mérites du capital les ont vantés pour les mêmes raisons qu'ils les avaient combattus. Et c'est ce qui est précisément sans pouvoir être pris en défaut. Au moins apparemment. Autrement dit, c'est du point de vue d'un révolutionnarisme pas entièrement démenti que s'est affirmée une valorisation du capital à laquelle même le capital n'eût pas prétendu.

Bien sûr, il n'y a rien qu'on n'oppose au pouvoir pour faire qu'il s'amende qui ne l'amende en effet ni ne l'autorise. Veut-on que le capital ne triche pas ? Mais c'est vouloir qu'on croie que peut exister un capital qui ne triche pas.

Veut-on que les opérations au moyen desquelles se consolident ses procédures puissent être vues par tous, mais c'est pour juger qu'elles ne sont pas par nature déloyales. Veut-on que les juges disposent sur les élus du pouvoir de les convoquer, mais c'est pour que ce soit le pouvoir des juges qui ne puisse plus être convoqué par aucun élu ; ni par aucun électeur.

C'est le retournement avec lequel il nous faut compter : il était suspect jusqu'alors de posséder du pouvoir ; nul ne possédait même un pouvoir qui ne dût être soupçonné ; soupçonnées aussi les conditions dans lesquelles il l'avait obtenu, comme ce qu'il en faisait. Et c'est le contraire qui est devenu la règle : il n'y a personne qui n'ait du pouvoir qui ne veuille qu'on le voie l'avoir. Parce que c'est ce qui a eu lieu entretemps et auquel on n'a pas prêté attention : rien n'est plus désirable que d'avoir du pouvoir, dès lors qu'il n'y a rien qui ne soit désirable comme la pureté que le pouvoir s'est conquise.

Autrement dit, c'est du pouvoir que dépend désormais la pureté que la révolution avait jusqu'alors prétendu détenir partout en propre, sans pouvoir l'établir nulle part. Et c'est la raison pour laquelle on voit que le pouvoir est pour l'instant tout entier attelé à cette tâche sans bornes : démontrer qu'il est pur pour démontrer qu'il est ce qu'il faut que soit tout pouvoir (partant, qu'il est *tout le pouvoir* dès lors que lui seul est pur). Il n'y a rien que tous aient plus à cœur : démontrer qu'il n'est pas impossible et de disposer de tout le pouvoir et d'être innocent. On dira avec raison que tous cherchent à se sauver eux-mêmes. Mais on ne dira pas assez que tous cherchent à sauver la politique qu'ils ont encore en commun quand il n'y en a (presque) plus nulle part.

Le capital, qui savait pouvoir jouir de la défense que les forces conservatrices lui avaient jusque-là assurée avec une fidélité sans faille, a su, le jour même où effondrait toute alternative historique au pouvoir qu'il détenait, qu'il n'y avait rien qui sauverait les « forces progressistes » comme la défense à laquelle celles-ci s'emploieraient à leur tour : la défense du capital lui-même, dussent-elles le défendre y compris contre les forces conservatrices. Il ne serait pas dit qu'elles n'y excelleraient pas autant. Et c'est ce qu'on a vu sans conteste : celles-ci vouloir défendre le capital mieux que celles-là ne l'avaient jamais défendu ; non pas, sans doute, parce qu'elles l'auraient aimé plus, mais parce que c'était le moyen pour elles de survivre à la disparition de l'espérance qu'avait formée pour elles le communisme.

L'étrange arrangement sur lequel on a vu à peu près tout le monde s'accorder a consisté à dire : convenons que la domination est sans parade, pourvu qu'on convienne que la politique existe encore. Si possible, que c'est à la politique qu'elle le doit.

Or c'est l'évidence : il n'y a plus rien qui soit qui doive à la politique. Parce qu'il n'y a plus rien qui soit qui ne dépende de l'Organisation mondiale du commerce. Le jour où le mur de Berlin est tombé, quelque pitoyable que fut devenu le monde qu'il ensevelissait, c'est le commerce qui a su alors qu'il disposait d'un espace que rien ne limitait plus. Qu'au contraire rien ne l'empêcherait plus de régenter tout entier. L'Organisation mondiale du commerce s'est mise à décider des conditions des échanges comme on avait jusqu'alors décidé des conditions des souverainetés. Les souverainetés dont on décidait jusqu'alors au moyen de la politique étaient absurdes, sans doute, ou révolues ; celles dans lesquelles on déciderait désormais de ce qui tiendrait lieu de politique (c'est-à-dire le commerce) seraient cyniques. Et violentes.

Le capital s'est sorti à son avantage de ce jeu.

Au point qu'on oublie qu'il n'est pas moins une idéologie que le communisme ne l'était. Qu'il est une idéologie comme le communisme l'était. Au point qu'on ne compte pas les morts qu'il a faits. On en est là. C'est étrange sans doute. L'histoire en est à ce moment, étrange entre tous, où l'on ne compte les morts que d'un côté.

Et c'est ce qu'il a fallu qu'on comptât. Il fallait que tous ceux qui ont intérêt à discréditer

les révolutions puissent compter les morts que celles-ci ont faits. Pour dire à la fin que seules les révolutions ont fait des morts. Que c'est même à cela qu'il est possible de reconnaître les révolutions : aux morts qu'elles ont faits.

1989 : la contre-révolution par excellence. Non que cette contre-révolution en eût alors fini avec quelque « révolution » que ce fût (« communiste » encore moins), mais avec toutes, pareillement. Et c'est bien le sens qu'il convient de donner à la liesse qui n'a pas depuis quitté tous ceux qui haïssent l'idée qu'il puisse y avoir, où que ce soit et sous quelque forme que ce soit, des révolutions.

Ces foules qu'on vit revenir de l'« enfer », marchant péniblement vers ce qu'elles imaginaient que le capital leur donnerait pour leur rendre justice, que disaient-elles sinon qu'il n'y a pas de révolution dont on ne veuille revenir. Sinon qu'il n'y a pas de mouvement qui porte vers quelque révolution que ce soit dont on ne se repente un jour avec humiliation.

Pourquoi, sinon, ces foules se seraient-elles autant humiliées ? Et pourquoi aurait-on autant (les médias de l'Ouest) insisté sur l'humiliation qu'elles montraient ? Pour qu'on comprenne bien que ce sont les révolutions elles-mêmes qui sont humiliantes. Qu'il ne suffit pas qu'on ne les ait pas voulues ; qu'il faut encore qu'on n'ait pas pu les supporter. Ces foules ne les avaient-elles pas supportées trop longtemps pour que même l'humiliation qu'elles montraient ne parût pas fausse, ou insuffisante ?

On le leur ferait payer, et longtemps en effet.

La domination est aujourd'hui sans doute le capital, mais il n'est pas que cela. Il est aussi ce que la transparence a permis qu'il devienne. De ce que le capital est, et de ce que la transparence a fait qu'il est devenu, il est possible de dire cent choses et les plus compliquées. Il est aussi possible d'en dire de très précises.

Par exemple celle-ci : de la domination, ainsi que la transparence a permis qu'elle s'impose, il est permis de dire qu'elle est le régime de l'argent tel que tous admettent qu'un régime régisse aujourd'hui la distribution du pouvoir. Voulait-on jusque-là qu'il n'y eût de pouvoir que selon le régime dont auraient décidé ceux qui l'élisaient ? C'en est fini. Il n'y aura désormais de pouvoir que de la façon dont l'argent décide, dès l'instant que la transparence a engagé les juges, les magistrats, les journalistes, à décider et dire quelle est sa légalité. On est dans le plus grand forfait politique qui se soit jamais commis.

Mais cela ne suffit pas. Il ne suffit pas qu'on dise que le forfait dont l'argent s'est rendu coupable n'a eu raison que de la démocratie (on ne le dit d'ailleurs pas, on dit même le contraire). Parce que c'est pire.

Ce sont ceux à qui la démocratie n'est jamais suffisante qui aujourd'hui la menacent le plus. Ce sont ceux qui ont le plus vivement protesté tout un temps contre le fait qu'une telle démocratie ne soit que formelle qui aujourd'hui font tout ce qu'il est possible de faire pour qu'elle ne prétende pas à plus que les formes auxquelles on la reconnaît et l'identifie.

Que veulent-ils ? Ils veulent la transparence, il n'y a pas de jour qu'on ne nous demande de le croire. À qui veulent-ils que cette transparence s'administre ? À tous sans doute, mais d'abord à ceux qui disposent des moyens de l'argent. Et pourquoi veulent-ils que ce soient d'abord ceux qui disposent de l'argent qui se prêtent à une transparence assez contraire aux habitudes que l'argent a toujours nourries ? Sans doute pour que nul ne puisse plus douter

que l'argent lui aussi est fait pour être transparent. Et, ne doutant plus qu'il l'est, ne doute pas que c'est au moyen de l'argent qu'est le plus susceptible d'être réalisé ce que tous attendaient que la révolution réalise.

(De là qu'on voie le capital vouloir démontrer qu'il est vertueux. Parce qu'il s'agit pour lui de priver l'esprit de révolution de ses motifs de prédilection. Vertueux, il n'en devient sans doute pas pour autant pour tous égal. Il accrédite seulement l'idée selon laquelle la *fatalité de l'égalité* pèse sur tous, quand bien même elle ne comble pas encore tout le monde également.)

Si on les y poussait, sans doute prétendraient-ils vouloir que l'argent soit juste. Entres toutes les réponses qu'on s'attendrait à les voir former, ce n'est bien sûr pas la plus prévisible. En d'autres termes, ils prétendraient vouloir que l'administration de l'argent soit juste pour que soient justes son partage et sa répartition.

Or ce n'est pas ce qui se passe. Ce qu'on sait. Ce qu'il n'y a personne à ne pas savoir. Jamais l'argent n'a été moins justement réparti que depuis que ceux qui le détiennent se prêtent à l'apparence d'une honnêteté et d'une vertu dont tous pourraient être juges et le seraient à tout instant. Une honnêteté et une vertu qu'on voudrait voir témoigner pour la justice des sentiments qui les animent. Mais c'est cette honnêteté, et c'est cette vertu qu'on voudra ne plus voir mises en cause pour que ne puissent pas davantage être mis en cause et ceux qui disposent de l'argent et l'esprit de justice qui leur fait prétendre que c'est honnêtement qu'ils en disposent.

Là encore, un certain retard a été pris qu'il faut aujourd'hui interpréter : pourquoi n'a-t-on pas vu que ce à quoi travaillaient ceux qui travaillent à la production de l'argent, c'était à faire que l'argent puisse ne plus jamais passer pour *naturellement* fautif ? Parce que c'est bien le sens qu'il convient de donner après coup à ce qui s'est passé depuis 68 ou depuis 89 (c'est indifférent, ces deux dates se répétant) : non seulement l'argent avec lequel s'étaient jusqu'alors calculés les bénéfices n'aurait pas été coupable, mais encore il l'aurait d'autant moins été que ce seraient les libertés qui se seraient calculées en même temps et selon une même aune que les bénéfices eux-mêmes.

Cet équilibre s'est établi qui a voulu que l'argent ne soit plus ce qu'on croyait capable de menacer *les* libertés, mais ce au moyen de quoi on a cru alors – et on l'a cru sans doute, on a dû le croire massivement puisque cela est arrivé -que c'était toutes les libertés qui étaient assurées. Entre tous les retournements auxquels il nous a fallu assister, même impuissants, même avec haine, c'est le plus considérable.

Fin des idéologies, ont dit partout, avec aplomb, ceux qui étaient en effet hypocritement intéressés à ce qu'elles finissent. Les idéologies ne finissaient pas pourtant : simplement, de plus grandes l'emportaient sur celles qui avaient été impuissantes à faire qu'on les choisisse plus longtemps. Il a pu exister un temps où on ne voulut pas que l'argent s'imposât à ce point à tout ce qui était. D'aucuns ne le voulaient pas au point de prétendre même qu'un temps que l'argent régirait sans partage ni condition resterait, entre tous les temps qu'on pouvait ou imaginer ou craindre, le pire. Ce qui est extraordinaire, ce n'est pas tant que cela soit devenu possible ; ce qui est extraordinaire, c'est qu'un tel temps ait pu arriver et faire qu'on dise de lui, non pas qu'il est le pire des temps possibles, mais le meilleur.

D'anciennes représentations avaient prévalu, qui prêtaient à penser que l'argent non seulement était facile mais qu'il l'était même au point que le capital était incapable d'assurer que ceux qui en disposaient avaient agi avec équité. De nouvelles représentations devraient prévaloir, qui démontreraient que c'était avec équité que disposaient de l'argent ceux qui en disposaient. Ne serait-ce que pour qu'on croie – ce qu'on a cru aussitôt – que l'argent était la forme la plus susceptible de déterminer l'équité et de répondre d'elle. Rien n'avait été plus injuste sans doute ; rien ne serait plus juste, pourtant. De tout ce qu'on dirait dorénavant de l'argent, rien ne serait à l'avenir plus déterminant ; c'est-à-dire, rien ne serait plus susceptible de le *renchérir*.

La justice, c'est-à-dire essentiellement le destin. Et avec l'assentiment même de ceux qui n'en avaient pas. C'était d'eux qu'on attendait que cette règle vienne (comme on attend des incroyants qu'ils témoignent en faveur de l'existence de Dieu) ; et c'est d'eux qu'elle est venue. Établissant le sort d'une circulation dont on fit aussitôt ce destin. Pour que cesse la méprise qui avait fait que l'argent avait été jusqu'alors tenu ou pour superficiel, ou pour injuste, etc., il fallait qu'il devienne ce destin auquel il n'y avait que le communisme à avoir prétendu.

Croyait-on que rien n'était aussi facile que l'argent pouvait l'être ? Il s'est agi de faire croire que rien n'était plus difficile. Même la liberté. Même la liberté que le communisme avait si trompeusement opposée à l'argent ne pouvait pas être d'une conquête plus difficile que l'argent lui-même dès l'instant où il s'agissait qu'on ne différencie plus entre deux destins : une histoire naîtrait de tout ce que l'argent était susceptible de produire en guise d'histoire, dès lors que le communisme s'était montré impuissant à faire que naisse de lui quelque histoire que ce soit, sinon tragique.

Que l'argent témoigne pour la liberté (d'entreprendre, etc.), c'est ce dont nul ne doutait à l'évidence. Mais qu'il témoigne aussi, et à parts égales, pour l'égalité ? Il fallait que le communisme ait été lui-même longtemps et aussi violemment inégalitaire pour que l'argent devienne le moyen d'administrer une démonstration aussi désastreuse.

Il s'est alors agi d'opposer valeur à valeur. Avait-on fait de la liberté le parangon de toutes les valeurs, si ce n'est la valeur même ? Il s'agirait que l'argent occupe désormais cette place que la liberté avait occupée au titre de valeur suréminente. Avait-on fait de l'égalité de même ? Il s'agirait alors qu'on démontre qu'il n'y a pas d'égalité possible que la liberté ne conquière et que ne conquière pour elle l'argent. Dire que l'argent est cette liberté était une condition, sans doute, pour qu'on le croie. Mais on l'avait dit, déjà et beaucoup. Le libéralisme n'avait même dit que cela. Non, il fallait plus.

Et c'est ce que la transparence a permis. La transparence a permis qu'on dise depuis, non seulement que l'argent est la valeur même de la liberté, celle au prix de laquelle il n'y a pas de liberté qui ne s'échange, mais, en plus, qu'il est ce au nom de quoi il n'y a pas d'égalité qui ne se mesure ni ne se juge.

C'est une affreuse méprise, sans doute. C'est la méprise cependant à laquelle on ne voit personne ne vouloir œuvrer. À en juger par le nombre de ceux qui y œuvrent consciencieusement, entre toutes les méprises auxquelles il était possible que cette époque prêtât, c'est la plus profitable. Il n'y a personne qu'on n'ait vu naguère protester contre les pouvoirs dont l'argent disposait qui ne semble aujourd'hui prêt à les défendre avec une vivacité convaincante ; assez convaincante pour laisser croire que la justice est elle-même

intéressée à cette défense.

Et sans doute l'est-elle puisque nul n'a plus d'autre idée de la justice que celle que l'argent engage. Entre toutes les justices, celle qui tiendrait d'un principe est celle qui s'est éloignée le plus des représentations qu'on était accoutumés de former. Il n'y a plus personne pour penser qu'aucune justice dépende aujourd'hui d'aucun principe. Il n'y a plus personne pour ne s'être, nul ne sait comment, laissé convaincre que la justice ne dépend de rien d'autre que de l'abondance de l'argent, de sa pléthore, ne se répartirait-il selon aucun principe mais au petit bonheur la chance. Pour la plupart, il suffit à l'ancienne envie qu'ils avaient montrée que l'argent soit pour tous, qu'il y ait assez d'argent pour que tous puissent préserver l'espérance qu'ils en aient un peu.

Un capital pur est-il possible ? C'est-à-dire, qui devrait ses performances tous les jours plus grandes à ce que chacun de ceux qu'il emploie pourrait faire, obéissant aux seuls moyens que la juste concurrence des compétences permet ? C'est de cette démonstration, ou atroce ou dérisoire, c'est selon, que les journaux sont faits de plus en plus. De la démonstration qu'en effet un tel capital existe. *A fortiori* ceux d'entre les journaux qui se sont faits justiciers. Quelle justice administrent-ils alors ? Ni plus ni moins celle que le capital les fait administrer, serait-ce à leur insu.

Voulaient-ils qu'il n'y eût rien qui ne soit juste ? Ils sont tout au plus capables de faire qu'il n'y ait rien qui ne soit illégal. C'est-à-dire qu'ils administrent un régime de la dévolution de l'égalité qui n'est que celui de la dévolution de l'argent.

A-t-il existé un temps où l'on pouvait dire que la justice qui était rendue était une justice de classe ? On l'a dit, sans doute. Il suffit dans ce cas que les mêmes qui le disaient disent maintenant qu'il n'y a plus de classes dès lors que la justice passe. Que cette preuve suffit que les classes n'existent plus : *la justice passe.*

Qu'arrêtait-on en arrêtant quelqu'un que la presse ou la justice convainquait de pratiques illégales (bourgeois, élu, entrepreneur) ? On n'arrêtait rien, en réalité. Le capital ne s'est jamais sérieusement soucié de ceux auxquels il devait de fonctionner. Quelques-uns pouvaient-ils être convaincus de prendre avec la légalité qu'il rêve de représenter des libertés telles qu'on pourrait être amené à douter qu'il soit le seul à pouvoir prétendre garantir la liberté ? Qu'on les sacrifie alors. Qu'on les jette en pâture à ceux qui ne sont plus en mesure de mener la guerre contre le capital ; que ceux-ci continuent de croire qu'ils s'en prennent au capital quand ils ne s'en prennent qu'à ceux dont lui-même n'est que trop content de se débarrasser.

Le capital a en fait saisi l'occasion que lui fournissaient ceux qui s'étaient jusque-là dressés contre lui pour se dresser lui-même (et dresser ses règles) contre ceux des siens qui l'empêchaient de prétendre être, entre tous les systèmes, le plus juste. De le devenir du moins. Au point qu'il n'y en ait plus d'autre pour pouvoir le prétendre. Encore moins l'être.

Quelques-uns, qui ont renoncé à renverser le capital, se contenteraient-ils de le discréditer en démontrant qu'il n'est pas aussi juste ni aussi pur qu'il le prétend ? Il suffirait à celui-ci, en ce cas, de démontrer qu'il a, en commun avec eux, la volonté de se débarrasser des excès qui compromettraient son principe de justice.

Entre toutes les alliances contre nature, celle-ci est la plus remarquable. Et c'est de bonne foi sans doute qu'elle s'est formée. Avant que ceux qui étaient le moins intéressés à ce qu'elle se formât voient quel parti il leur serait possible d'en tirer.

Si l'hypothèse de la bonne foi ne peut pas être tout à fait écartée, s'agissant des débuts de cette alliance contre nature, elle doit l'être absolument pour tout ce qui a suivi. Ceux qu'on a vus la maintenir, qu'ils aient ou non été ceux qui l'ont formée les premiers, peuvent et doivent être accusés d'avoir pactisé. Ils seraient de gauche, sans doute, puisque c'est ce qu'ils ne cessent pas d'affirmer. Ils seraient même d'extrême gauche. De gauche ou d'extrême gauche, ils ne cesseraient pas cependant de faire très exactement ce que le régime le plus dur de l'argent était le plus intéressé à les voir faire. Et ils continueraient de le faire sans voir qu'ils continueraient de faire ce qu'il fallait pour que le régime de l'argent s'affermisse ; et s'impose sans réserve.

La domination est le résultat de cette alliance politiquement inédite.

Le capital était de toute façon déterminé à l'emporter, quitte à ce qu'il doive pour cela permettre qu'on dénonce celles de ses procédures qui le trahissaient. C'est la raison pour laquelle il y a prêté la main.

Lui fallait-il partager un pouvoir dont on disait trop qu'il l'occupait seul ? Il le partagerait alors. Il le partagerait d'autant plus volontiers qu'il résulterait de ce partage que son pouvoir ne diminuerait pas. Qu'au contraire il augmenterait.

Celui-ci a augmenté au point que ce sont ceux-là mêmes qui le lui contestaient qui s'emploient maintenant à l'établir. À leur insu pour quelques-uns. De leur plein gré, pour la plupart maintenant. Le capital sait ceci : qu'il ne gardera tout le pouvoir, qu'il ne l'accroîtra même, qu'au prix de se prêter rituellement à l'apparence de son partage.

Parce que le capital n'a en réalité rien partagé.

Parce qu'il n'y a rien à quoi il soit moins prêt.

Parce qu'il y est d'autant moins prêt qu'il n'ignore pas qu'il n'a jamais été moins menacé.

Debord avait su dire, en son temps, que le spectacle n'était plus qu'un des moyens dont disposait la domination pour augmenter son pouvoir. Et qu'elle l'augmentait en usant de subterfuges auxquels il n'y aurait personne à ne se laisser prendre, même parmi ceux qui n'avaient pourtant apparemment pas cessé d'être révolutionnaires. Est-ce que la révolution n'était plus possible ? C'est-à-dire, n'y avait-il plus rien en quoi le désir de révolution puisse s'incarner ? Qu'à cela ne tienne : c'est maintenir ce qui était qui paraîtrait révolutionnaire dès lors que rien d'autre ne le pourrait plus.

Il faut le dire puisque personne ne le dit : si la transparence s'est à ce point souciée que l'argent ne soit plus suspect, ce n'est pas pour que ceux qui mettent en cause le pouvoir de l'argent mettent en cause l'argent lui-même ; mais pour que l'argent passe pour propre au point que ceux qui le détiennent le soient par le coup.

La transparence n'a pas eu d'autre effet : *de blanchir l'argent*. Autrement dit, la transparence est une opération maffieuse. Ni plus ni moins. L'économie visible a pris exemple sur l'économie occulte. Non pas qu'elle lui envierait de demeurer cachée ; mais parce qu'elle lui envie de savoir comment régulièrement redevenir visible. Ce que le capital

envie aux formidables puissances financières des maffias, c'est l'opération au moyen de laquelle celles-ci savent à un moment ou à un autre rendre visible ce qui était fait pour rester caché. Il ne viendrait pas à l'esprit de quelque maffia que ce soit de prétendre qu'il faut qu'elle soit transparente (et c'est bien ce qui fait le retard de toutes les maffias sur l'économie officielle qu'elles imitent à distance), mais à l'esprit de l'économie réelle cette idée en partie empruntée aux maffias est venue après la chute du communisme : il faut que l'argent *se montre,* si l'on ne veut pas qu'on doute de la légalité des conditions dans lesquelles celui-ci a été amassé. Et pour qu'on ne doute pas que l'argent n'a pas été amassé illégalement, il faut et rendre puissantes les instances qui régissent le jugement portant sur la légalité des bénéfices d'argent, et intéresser celles-ci aux dividendes d'une opération faite pour tromper à peu près tout le monde. De toutes les opérations auxquelles il fallait que le capital se prêtât pour qu'on ne puisse plus rien lui opposer, celle-ci est la plus remarquable. C'est-à-dire, il n'est pas si remarquable qu'il ait songé à vouloir que nul ne doutât d'aucune des formes qui permettaient que se forme cet amas ; mais il est remarquable qu'il ait su, pour le faire, s'acquérir les complicités les moins prévisibles. De ceux qui devaient en premier lieu douter que le capitalisme puisse devenir propre (le vouloir ou le pouvoir). De ceux qui l'avaient combattu jusque-là.

Cela que le capital a pu, et qui stupéfie en effet, a un nom que la domination a su effacer : le blanchiment. Les juges, les journalistes (la domination dès lors qu'ils lient leur sort à celui du capital) veulent-ils un capitalisme propre ? C'est qu'ils veulent que l'argent dont le capitalisme dispose maintenant tout entier le soit lui-même. Il faut en effet qu'il soit propre si nul ne doit douter que c'est le régime de la propriété de l'argent que gère le capital qui est le plus juste de tous, et parce qu'il est le plus propre (mais on s'en apercevra par la même occasion : c'est que le régime de la propriété ne sera plus en cause).

Mais il lui faut faire alors avec le soupçon auquel il n'y a pas d'argent à n'être exposé aujourd'hui. Plus du tout un soupçon politique ou idéologique, mais un soupçon juridique. Il ne reste, de tout ce dont on jugeait il n'y a pas encore si longtemps, que cela : *la légalité des processus de renchérissement de l'argent*. Parce que nul ne juge plus de leur légitimité. Parce que le régime dominant de l'argent, que gère le capital, et qui ne craint plus rien qu'aucune idéologie lui opposerait comme il l'a craint si longtemps, craint tout des régimes récalcitrants ou clandestins de l'argent que gèrent les maffias en un nombre de plus en plus grand depuis que les systèmes d'identification des propriétés et des provenances de l'argent ont été délibérément déréglementés par ceux qui ne doutaient pas que cette déréglementation délibérée leur profiterait.

En d'autres termes, si le capital ne se connaît plus d'ennemis qui le contestent, il se connaît des amis qui lui disputent les territoires qu'il occupe. Et c'est sans doute une expérience pour lui nouvelle, à laquelle on comprend qu'il ait vite tenu à associer ceux qu'il s'est si récemment ralliés.

Que faut-il qu'il prouve ? Non pas qu'il y a et qu'il n'y a que l'argent ; cette preuve a été administrée. Mais qu'il y a argent *et* argent. Argent propre *et* argent sale. Qu'a cherché le capital depuis qu'il s'est mis en tête de faire que concoure à sa gloire ce qui était le plus en mesure de la lui contester ? Il s'est mis en tête que ce qui était le plus en mesure de lui contester cette gloire préside au partage de l'argent et fasse valoir une justice qu'il serait seul en mesure d'administrer.

C'est ce qu'il prétend, du moins. Choisissant en effet entre l'argent qui ne serait pas douteux et celui qui le serait. Choisissant entre celui qu'il régirait et celui qui lui échapperait. En d'autres termes, à quoi travaillent les juges et les magistrats depuis qu'ils travaillent à faire que l'argent ne soit plus l'objet du soupçon indistinct ou idéologique dont il était l'objet auparavant ? À son blanchiment.

Les juges, les journalistes, dès l'instant qu'ils se sont mis à instruire ces procès à répétition, accusant celui-ci, acquittant celui-là, se sont mis à donner à croire qu'il y avait propriété de l'argent et propriété de l'argent. L'une juste et l'autre non. L'une avouable et l'autre pas. En d'autres termes, l'une de ces deux propriétés de l'argent, et qui devrait ses profits à la possibilité que le système autorise maintenant qu'on tire de lui des profits, aurait triché avec les règles sans lesquelles c'est la possibilité même que ces profits continuent qui cesserait.

L'argent qu'a le capital et qui régit aujourd'hui le monde sans qu'il soit possible de le contester nulle part n'est pas moins sale qu'il l'a toujours été. Mais il aura suffi que des journalistes, que des magistrats (tout ce que la police s'est récemment trouvé comme auxiliaires), secondant des organismes financiers dont on sait combien ils n'ont jamais fait que défendre les intérêts de ceux qui les avaient créés (par exemple, la Commission d'opérations en Bourse), se mettent à dénoncer les profits illicites d'argent (et il n'y a plus de grand profit d'argent dont on ne doive d'abord craindre qu'il soit illicite) pour qu'il semble que tout bénéfice que le capital réalise ne soit pas lui aussi illicite. Qu'il est même le contraire d'un bénéfice illicite. Qu'il est au contraire ce dont il faut qu'il n'y ait personne à ne faire un modèle. La grande exploitation continue sans doute, mais *blanchie* du soupçon qu'elle puisse devoir aucun de ses succès à l'illégalité. En d'autres termes, la grande exploitation continue ; elle continue d'autant mieux qu'elle paraît ne devoir aucun de ses résultats à rien dont elle ne puisse faire un exemple. À rien dont elle ne puisse démontrer qu'en elle domine un souci éthique (selon le mot qui a présidé à la constitution et à la prospérité récentes – et à venir – des fonds du même nom).

On a cherché à quoi tendait la transparence, en effet absurde et cruelle, à laquelle il n'y a personne à ne se prêter avec une bonne volonté confondante. Il faut répondre alors : la transparence cherche à démontrer que ce qui a d'abord relevé de la capitulation la plus grossière devait, dans un second temps, à ce que le souci d'égalité et celui de justice pouvaient ensemble produire de meilleur.

Toutes les idéologies pouvaient sans doute être accusées d'avoir abusé de la confiance de ceux qui s'en étaient remis à elles (l'idéologie communiste la première). Mais nulle n'aurait pu rivaliser avec le trompe-l'œil somme toute parfait qu'est l'idéologie de l'argent aujourd'hui.

Or ce sont eux qui se sont offerts à l'aider dans cette tâche entre toutes contradictoire. Ce n'est pas qu'ils trahissaient soudain. C'est pire. Ceux-là qui ont toujours pensé que rien n'est pire que la corruption, que c'est d'elle que dépend que le monde soit si effrontément inégalitaire, se sont mis à croire que le capital pouvait désirer, avec eux, comme eux, qu'il ne le soit plus.

C'est un cas rare, sans doute, d'ensorcellement idéologique. Ils ne cesseraient pas d'être de

gauche, ils le seraient même encore de la seule façon qui restait pour eux de l'être : en soutenant le capital dans cette opération à laquelle il fallait que celui-ci intéressât le plus grand nombre. Ils seraient de gauche, gauchistes même pour certains d'entre eux, en mettant en place tous les dispositifs qu'on a vu prospérer ces dernières années et dont il n'y a plus aucune opération de la domination qui ne dépende.

Cette gauche-là, ce gauchisme-là n'imaginaient pas, selon toute apparence, qu'ils prêtaient la main à la confortation des hiérarchies anciennes ou nouvelles ; ou ils durent penser que mieux valait leur prêter la main que de permettre que des hiérarchies pires s'y substituent. Qui sait ? les hiérarchies du crime ? Sans doute parce que ces gauches qui sortaient tant bien que mal de l'Histoire qui les avait vus abdiquer si entièrement ne pouvaient pas faire moins pour se rétablir dans une autre qui ne les ignorât pas. Sans doute parce qu'il y a des pensées qui ne redoutent rien tant que ne plus appartenir à aucune histoire.

Toujours est-il qu'il nous a fallu voir se former cette très étrange alliance, une alliance contre nature, qu'ont contractée ceux qui savaient avec le plus profond cynisme qu'il n'était plus possible, après 1989, de ne pas apporter une preuve supplémentaire aux raisons que le capital avait eues de l'emporter, et ceux que n'importe quelle preuve que celui-ci apporterait alors aurait consolés.

Un demi-monde intellectuel s'y rallia le premier : c'était enfin permettre que ne pesât plus sur lui l'obligation de ne se régler sur rien que sur lui-même ; c'était surtout l'occasion pour lui de commencer à percevoir les dividendes d'un ralliement si onéreux (il n'aurait pas cessé d'être révolutionnaire si la révolution n'avait pas cessé d'étendre sur la pensée l'empire qu'elle avait ; il a cessé d'être révolutionnaire dès le jour où elle l'a cessé). Les journalistes ont suivi.

Les journalistes suivent toujours. Il n'y a pas de journaliste que ne définisse sa capacité à suivre : la révolution, s'il s'imagine qu'elle peut l'emporter ; la contre-révolution, s'il ne doute pas que celle-ci l'a déjà fait. Il n'y a pas de journaliste que ne définisse l'accord qui est le sien avec *ce qui est,* en tout état de cause (il n'y a rien qui soit dont le journaliste ne constitue en quelque sorte la preuve *a fortiori).*

Tout ce qu'a écrit le journalisme, du jour au lendemain, du jour où la révolution a cessé de se laisser espérer, au lendemain où la contre-révolution n'a plus eu besoin de démontrer à qui que ce fut que son empire serait dorénavant sans partage, tout ce qu'a écrit le journalisme a tout à coup eu à cœur de défendre les intérêts du capital quand il avait jusque-là semblé que c'était ceux-ci qu'il était prêt à contester avec le plus de force, et avec ceux qui le contestaient.

Rien ne pourra faire qu'on n'ait dû assister à cet échange honteux ; et qu'on n'ait dû lire les mots au moyen desquels cette honte d'échanger une espérance contre une rente s'est négociée.

L'histoire du langage y est-elle engagée ?

Autant que celle de la pensée. En ce cas, elle n'a pas été moins concernée qu'elle.

Ce ralliement ne suffisait pas d'ailleurs. Il fallait que s'ajoutât à lui un autre et qui le complétait et qui lui donnait tout son sens. Sans doute la presse se mettrait-elle à faire le récit d'une odyssée aussi inattendue : le retour de l'égalité dans le sein de la liberté (ou l'essor de la liberté dans celui de l'égalité promise).

Mais il fallait que cette odyssée ne trompât pas, comme avait trompé le communisme

(mais le mot lui-même commençait à entrer dans l'oubli). Et pour qu'il ne trompât pas, il fallait engager dans cette histoire nouvelle (histoire à laquelle on a très vite vu que c'était tout le monde qui voulait donner les apparences d'une odyssée) ceux qui lui conféreraient et légitimité et légalité.

C'est à peu près au même moment et de la même façon que la justice et la presse se sont déchaînées, s'entraînant l'une l'autre. La presse prétendant faire œuvre de justice (il n'y a plus de jour qu'elle n'y prétende) ; la justice se prêtant à une volonté d'information qui provoque la nausée (une nausée si manifeste qu'on ne sait plus, s'agissant de certains des juges les plus puissants, quelles prérogatives sont les leurs : dire le droit ou dire ce qu'ils pensent qu'il faudrait que soit le droit pour ne pas décevoir les buts qu'ils poursuivent de concert avec la presse). Il n'en a pas résulté grand-chose des points de vue qui avaient jusqu'alors intéressé et le journalisme d'investigation et les investigations d'une justice soudain affranchie ; parce que les investigations du journalisme n'ont jamais été outre ce qui lui était permis ; et parce que l'indépendance de la justice n'a pas encore été contre les pouvoirs auxquels elle est organiquement liée.

Il en a par contre résulté quelque chose à quoi on ne s'attendait pas d'abord : que ce soient deux corporations qui avaient jusque-là tenu la police dans la plus grande suspicion qui soient devenues à leur tour policières – au point même de se substituer à elle, soudain regardée, sans que rien ne le justifie, comme défaillante.

Soit, supposons que la presse ait été, comme la police, comme la justice, soudain soucieuse de débusquer partout la malhonnêteté. Mais nul ne pouvait l'être plus que le capital lui-même. Nul ne pouvait davantage que lui y voir engagés ses intérêts. Ce qui revient à dire : la presse s'est mise à avoir les mêmes intérêts que le capital dès l'instant où elle s'est mise à avoir les mêmes intérêts que la police et que la justice. Beau jeu de dupes.

Le capital s'est-il spontanément prêté à ce jeu de dupes ou l'a-t-il prémédité (la question revient sans cesse) ?

Peu importe après coup.

Peu importe dès lors qu'il a su en tirer le bénéfice le plus considérable. On était près de lui reprocher d'avoir triomphé sans partage ; on était même peut-être prêts à le lui faire payer cher. Or que voit-on ? Pas qu'on le lui reproche ; pas davantage qu'on le lui fait payer. On voit que ceux qui l'auraient pu se mettent soudain à seconder le capital dans le désir qui ne pouvait qu'être le sien qu'on ne doute plus de lui.

Qu'on ne doute pas du désir qui devait nécessairement devenir le sien de prendre en héritage ce que le communisme avait trahi et pour lequel il l'avait terrassé.

La presse, la justice voulaient-elles que le capitalisme soit équitable ? Mais que pouvait-il lui-même davantage vouloir que de paraître équitable dès lors que ce qui s'était donné comme l'équité avait trahi et que c'était pour cela qu'il en avait triomphé ?

Le capital allait alors prêter la main à l'effort qu'il voyait la justice et la presse prêtes à faire ; de même que la presse et la justice seconderaient l'effort qu'elles voyaient le capital entreprendre : celui-ci sacrifierait ceux des siens qui trahissaient celles de ses procédures qui rendaient trop voyants les moyens qui avaient de tout temps été les siens. Il les sacrifierait sans états d'âme. Il ritualiserait même volontiers leur sacrifice. Et ce serait la presse et ce serait la justice qui l'y aideraient. Sans elles, pas de ritualisation possible. Et sans

ritualisation, pas d'efficacité symbolique. Il fallait que l'inégalité, puisqu'elle demeurerait, puisqu'il n'était pas possible qu'elle ne demeurât pas, surtout puisqu'il n'était pas possible que le capital ne voulût pas qu'elle demeurât, il fallait que l'inégalité soit ce dont il faudrait accuser ceux qui trichaient avec ses règles.

Le capital craint-il qu'on croie que c'est lui qui édicté les règles ? Il faut en ce cas qu'il paraisse se prêter à des règles qui le régiraient. Qui s'imposeraient à lui comme elles s'imposent à tous. Qui soient de tout ce qui est la transcendance (on dira déjà l'« éthique ») à laquelle le capital désire se soumettre comme il désire qu'il n'y ait rien qui ne soit soumis.

Pour l'équité, bien sûr. Pour le souci qu'il a d'elle et dont il dit qu'il hérite (héritage au plus haut point paradoxal dès lors que c'est le communisme dont il a triomphé qui l'y oblige). Le capital a pour souci principal l'équité. Et il ne voudrait pas qu'on croie que lui seul détermine les conditions qui l'établissent. C'est-à-dire, il ne veut pas qu'on le croie juge et partie.

C'est la même ferveur que partagent tous ceux que tout séparait auparavant. Et cette ferveur change tout. Tout le temps que le capital essayait seul d'imposer, et d'imposer à ce qui s'opposait à lui, les règles auxquelles il était déterminé à se soumettre lui-même, on était dans l'histoire que le capitalisme voulait écrire et qui a, toutes ces années, entraîné la guerre idéologique qu'on a vue et à laquelle on a pris part. Mais du jour où le capital a été sans ennemis… ?

Du jour où les opposants qu'il avait auparavant sont pour la plupart devenus ses alliés… ? Du jour où il n'eut rien de plus précieux que ces alliés que sa victoire lui avait conquis… ? C'est que l'histoire du capital était finie sans doute.

Elle ne l'était pas, bien sûr. Nul ne peut prétendre que l'histoire qu'on voit aujourd'hui partout l'emporter ne soit pas celle du capital. En même temps, elle ne peut pas lui être réduite. Le capital l'emporte partout et sans partage. Pourtant, ceux auxquels il doit de l'emporter l'obligent à partager ce qu'il emporte. Et ce n'est plus « capitalisme » qu'il y a lieu de dire pour dire ce qui l'a emporté en effet partout et sans partage ; même « capitalisme » n'y suffit pas.

« Domination » est le nom de ce qui l'a emporté.

Et il ne conviendrait pas qu'on croie que la domination préexistait à cette victoire. C'est le contraire même qui s'est passé : la domination est le résultat, obtenu après plusieurs années, d'une victoire dont tirent parti même ceux qui ne l'ont pas voulue.

Il faut préciser encore : c'est la domination qui s'impose sur le capital, quoique ce soit le capital et lui seul qui l'ait emporté. À l'emporter sur ce qui s'opposait à lui, le capital suffisait. Mais à faire que dure, que s'établisse dans la durée la victoire qu'il avait remportée, il n'y suffisait pas. Domination est le nom qu'il convient qu'on donne à ce qu'a formé, pour s'établir, pour durer, le capital, en s'alliant à ce que la volonté de transparence et d'égalité formait au même moment. La transparence serait assurée par la presse ; l'égalité par la justice. Et ce qui résulterait de cet intérêt dont on n'avait pas jusqu'alors aperçu qu'il puisse devenir commun à l'argent, aux médias et aux tribunaux s'intitulerait le jour venu : la domination.

Ce qui ne servirait pas alors à désigner seulement un dispositif rhétorique supplémentaire, mais, entre tous les dispositifs rhétoriques susceptibles de désigner le pouvoir, le seul

aujourd'hui capable d'en totaliser les figures. De tous les pouvoirs qu'il y avait eu lieu de craindre de voir survenir maintenant que s'éloignait la crainte que surviennent les figures d'un pouvoir absolu, c'était sans doute le pire.

Voulait-on que l'argent s'imposât ? L'argent s'imposerait sans doute, on n'en était plus à espérer le contraire, ni même à préparer que cela n'arrivât pas ; on n'en était pas cependant à croire possible que l'argent s'imposât avec les bénédictions de ce qui semblait s'y être opposé. L'argent s'est imposé, sans doute. Mais il s'est imposé en imposant en même temps les règles au moyen desquelles l'argent s'imposerait à l'argent ; c'est-à-dire, l'argent s'est imposé en même temps que les règles qu'il imposait ; c'est-à-dire en même temps aussi que les règles au moyen desquelles la transparence de l'argent régirait dorénavant les termes dans lesquels c'était l'argent qui s'imposerait.

L'opération à laquelle on a assisté, au pire impuissants, au mieux intéressés, a consisté à faire que, par le même mouvement, l'argent s'acquière tout le pouvoir et qu'il n'y ait plus de contre-pouvoir ancien qui n'œuvre plus ou moins consciemment à cette acquisition.

La *domination* est la somme de cette triple dévolution ; à l'argent, il appartient de se reproduire le plus possible ; à la presse, de faire qu'on connaisse dans quelles conditions ; à la justice, de juger d'elles dès lors qu'un doute est possible.

Était-on parti d'un souci de *l'égalité* de l'argent ? En ce cas, la domination a permis qu'on se hissât à un souci de la *légalité* de l'argent. Égalité ? Légalité ? Y a-t-il rien à quoi on puisse mieux mesurer de quel prix a été l'échange qu'il a fallu faire ? C'est toute la révolution qui était intéressée au premier de ces deux soucis. C'est la domination qui est tout entière intéressée au second.

On n'avait sans doute jamais imaginé que les choses puissent s'échanger aussi simplement, et mettre les mêmes d'accord. On l'a vu depuis. En une dizaine d'années. Tous veulent aujourd'hui – qu'ils l'aient toujours voulu ou qu'il n'y ait rien qu'ils aient moins voulu – que ce qu'a permis la libre circulation de l'argent se perpétue ; et tous savent que rien ne se perpétuera longtemps si cette circulation n'est pas en mesure de démontrer davantage que la liberté qu'elle a ; si elle n'est pas en mesure de témoigner qu'elle est la liberté même.

Qu'on suspecte en effet l'argent qui circule de ne pas circuler d'une façon dont tous puissent juger équitablement, et c'est cette circulation qu'il faudra alors mettre en cause.

On comprend qu'il n'y ait rien que le capital veuille moins. Mais il faut admettre que la justice et la presse ne le veulent pas davantage.

Que poursuivent celles-ci ? Une réparation sans doute (un obscur et absurde désir d'intégrité sans cause) mais dont on sait l'avantage que le capital peut retirer et retire à tout instant. La réparation que cherche la presse intrigue, ne cessant de vouloir représenter les intérêts du plus grand nombre, non sans toutefois s'être entre-temps attachée à représenter des intérêts auxquels le plus grand nombre est étranger (parce que, on le sait, la presse ne s'est jamais et nulle part constituée autrement qu'en accord avec ce qui dominait).

Quant à la justice, c'est au moment où elle semble avoir le plus à cœur de ne pas passer pour une justice de classe qu'elle s'est réglée sur la classe dont dépend depuis toujours toute justice.

À cet accord sans précédent qu'ont alors contracté, dans des conditions et pour des raisons qu'on ne connaît pas toutes, la presse et la justice avec le capital, le mot *domination* est celui qui convient le mieux, quand bien même saurait-on mal encore *quoi* il désigne exactement.

C'est-à-dire, quand bien même ce qu'il faut qu'il désigne est encore incertain, ou incomplet. Une chose est sûre, la domination désigne ce qui est susceptible de ne peser sur personne dès lors qu'elle ne s'impose à personne. Pire, la domination désigne ce qui ne s'impose à personne dès lors qu'il n'y a personne qui ne désire que pèse sur soi le poids de la domination.

C'est ce désir qui étonne, davantage que la figure à laquelle il donne naissance. De celle qu'il forme, on peut être tenté de dire que ce n'est jamais qu'une de celles, et entre toutes l'une des plus fines ou des moins cruelles, de l'horreur qu'a toujours su produire ce qui dominait pour que sa domination se perpétuât. Ce n'est pas cependant ce qu'il convient qu'on dise de la domination *aujourd'hui* ; encore moins ce qu'il convient qu'on nomme aujourd'hui la *domination*.

Ce qu'il convient qu'on nomme aujourd'hui *la domination* est d'une sorte toute nouvelle que définit le fait que nul ne s'y oppose plus. Bien d'autres choses peuvent être dites d'elle (et certainement de très subtiles), mais celle-là est essentielle. Elle suffit même à différencier cette domination, à peu près parfaite, de toutes celles qui l'ont précédée (qui n'en étaient que l'esquisse). La différence est considérable en effet entre ce qui interdit de s'opposer à ce qui est, et ce qui permet qu'il n'y ait personne à ne vouloir ce qui est.

Ce système de domination est admirable, sans doute, mais le fait est que la trahison de ceux qui conspiraient à sa perte – et qui l'ont rallié quand il n'était plus besoin que nul ne le ralliât tant sa victoire était évidente – a soldé un triomphe symbolique qu'on ne sait plus comment nier.

Le capital, tout le temps qu'il était en guerre, a été surveillé. Il n'a cessé de l'être que du jour où cette guerre a cessé.

Les choses ont en effet changé dès ce jour où cette guerre a cessé ; elles ont changé à l'avantage incontestable du capital sans doute, ce que tous savent ; mais ce qu'on sait moins tant celui-ci a su se montrer discret à ce sujet, elles ont changé à l'avantage aussi de ceux qui s'étaient jusque-là érigés en instances de sa surveillance. On les a vus et on les verrait dès lors s'ériger en instances de surveillance des menaces qui allaient peser sur lui.

On ne comprendra rien, longtemps, à cette victoire du capital tant qu'on fera de celle-ci une victoire serait due tout entière à ce que le capital était en mesure d'emporter seul. Il fallait, pour qu'une victoire si entière advienne, si entière qu'il n'y aurait aussitôt plus personne pour la mettre en doute, encore moins la contester, il fallait que trahissent ceux qu'on croyait attachés à faire qu'elle ne se produisît pas.

Si une victoire aussi désastreuse a été possible, c'est que se sont employés à faire qu'elle advienne même ceux qui n'étaient pas intéressés à son résultat. Qui semblaient du moins ne pas pouvoir être intéressés à son résultat. Or c'est le contraire qu'il a fallu découvrir. Entre toutes les circonstances tordues que cette époque a voulu qu'on connaisse, celle-ci l'est le plus.

Des juges et des journalistes dépend dorénavant *tout* ce qu'il conviendra qu'on sache sur *tout* ce qui est. Et, *sur ce qui est et qu'il faut qu'on sache,* tout ce qu'il conviendra qu'on juge.

Entre toutes les époques, celle-ci serait la plus vulgaire, sans doute : il conviendrait qu'on n'ignore rien de ce qui est, dès lors qu'il ne doit rien y avoir qu'on ne puisse juger.

Juger, c'est très essentiellement le mot qui permet qu'on dise ce qu'est la domination et comment celle-ci est *plus que* le capital. Le capital avait jusqu'alors réglé toutes les affaires d'argent dont dépendait sa prospérité. Mais il faudrait plus, dorénavant : il faudrait que nul ne puisse douter de la régularité des affaires d'argent dont dépend la prospérité du capital. Il le faudrait pour que nul ne puisse douter du capital lui-même. C'est-à-dire pour que nul ne doute de la volonté qui serait sincèrement la sienne de chercher une *prospérité partagée.* Et seule la volonté du capital que sa prospérité soit partagée serait de nature à plaider pour la régularité des affaires d'argent auxquelles il ne cesse pas de s'occuper. Les juges et les magistrats auraient cette régularité en charge. Les journalistes aussi. Chacun à sa façon. Il leur reviendrait d'en apporter désormais la preuve. Et il n'y a pas de jour qu'on ne les voie en effet l'apporter.

On peut le dire en somme autrement : le capital, c'est la domination, mais avant le jugement. Du moins avant le jugement suffisant. Et la domination, c'est le capital, après le jugement. Après le jugement nécessaire.

Le problème, c'est qu'on n'a très vite plus su quel jugement était suffisant, encore moins lequel était nécessaire.

Parce que, très vite, on n'en a plus jugé du point de vue de ce qui *avant* pouvait paraître suffisant ; encore moins du point de vue de ce qui *depuis* pouvait paraître nécessaire.

On s'est mis à juger. Tout. Peut-être s'est-on mis alors à juger d'une façon vague ou aveugle. On s'est mis à juger non pas ce qui faisait qu'il y avait d'un côté de l'argent et de l'autre pas. Mais ce qui faisait qu'il y avait d'un côté *cet* argent et de l'autre *cet* autre.

On s'est mis, en d'autres termes, à choisir entre l'argent.

Mais, choisissant entre l'argent, on convenait que l'argent était justifié *aux conditions près*.

Tout cela a eu lieu vite. Même, il n'y a rien qui ait eu lieu plus vite.

De l'histoire s'écrit encore aujourd'hui, quoi qu'on en dise ; mais seulement à la vitesse des mouvements auxquels on voit obéir les taux d'intérêts eux-mêmes. Les taux d'intérêt sont tout ce qui fait que *de l'histoire* est encore pauvrement capable de s'écrire.

Et l'on voudrait naïvement que ce soit du régime de l'argent qu'il soit question ? Quand ce dont il est partout question, avec une violence qui ne laisse pas au temps la possibilité de faire le partage, c'est que les actionnaires choisissent entre deux capitalisations, en choisissant entre deux taux d'intérêt et entre deux dividendes.

Des histoires avaient été possibles ; des espérances sollicitées. Dont se mettaient après coup à avoir honte ceux qui avaient rêvé ces histoires, ceux qui avaient formé ces espérances. Dont ils avaient d'autant plus honte que le capital se montrait prêt à les intéresser au ressentiment qu'ils en nourrissaient.

Parce qu'il n'y a pas jusqu'au ressentiment dont le capital ne soit prêt à faire l'instrument d'une production accrue. Parce qu'il n'y a pas jusqu'à la honte dont le capital ne soit capable

de tirer profit.

Le capitalisme seul est *totalitaire*. Entre toutes les inversions auxquelles nous avons dû assister, celle-ci est la plus susceptible de susciter la perplexité et peut-être l'abandon : cet adjectif était fait pour accuser le communisme (après qu'il avait indifféremment accusé le fascisme). On verra que le capital s'en vantera bientôt. Il s'en vantera parce que, s'agissant de lui, et communisme et fascisme étant morts, « totalitaire » ne sera plus alors une stigmatisation.

Le communisme aura alors perdu deux fois : et incapable d'opposer au capitalisme davantage que la triste tricherie des raisons dont il ne se prévalait plus qu'en mentant ; et incapable de faire que le capitalisme ne l'emporte pas sur lui d'une façon qui ne lui laissait aucune sorte de chance de retour.

On ne l'a pas vu : le communisme aura cependant « triomphé » d'une façon à laquelle on ne s'attendait pas (une façon rien moins que politique) : léguant, en mourant, au capital qui le tuait, ce pour quoi il était mort ; plus précisément, cela même dont il était mort. Il faut le rappeler : la transparence qu'on voit le capital vanter tous les jours et à tout propos, dont on le voit tout attendre, est née en Union soviétique communiste, sous le nom de *Glasnost*. C'est à la *Glasnost* que le communisme n'a pas survécu. Le capital n'a peut-être pas tout à fait raison de s'enorgueillir d'une victoire remportée à si haut prix ; et de brandir l'arme au moyen de laquelle c'est l'U.R.S.S. elle-même qui s'est tuée plus qu'on ne la tuait.

(Cependant, l'idée qu'en mourant le monstre qui mourait inocula au monstre qui le terrassait un venin dont il ne risquait pas moins que lui de mourir, cette idée d'une étreinte deux fois mortelle, trouble allègrement les représentations que la politique avait accoutumé à former s'agissant de la rivalité idéologique qui les enchaînait l'un à l'autre.)

Ceux qui ont alors rallié les vainqueurs ont aussitôt dit qu'ils les ralliaient pour les changer. Et pour faire que l'organisation qui les avait menés à la victoire s'amende ?

Ils l'ont dit, sans doute.

Au moins dans un premier temps.

Et non sans ajouter, avec cynisme, que c'était pour cette raison que cette organisation l'avait emporté : parce qu'elle savait que ceux qui la contestaient voudraient, le moment venu, l'aider à devenir ce qu'il fallait qu'elle devienne, non pas seulement pour triompher mais pour que ce triomphe ne satisfasse pas moins ceux qui avaient perdu que ceux qui avaient gagné. C'est le *grand pas moderne* du capitalisme : qu'il ait eu à cœur de faire qu'il n'y eût personne pour se plaindre ni de ce qu'il perdait ni de ce qu'il gagnait. C'est rien sans doute du seul point de vue de la rhétorique. Mais du point de vue de la politique, c'est un pas gigantesque. Ne serait-ce que parce qu'il établit l'égalité de principe de ceux qui se sont opposés. Jusqu'alors, il fallait qu'il y eût des vainqueurs et des vaincus. Il n'y aurait plus dès lors ni l'un ni l'autre. Il n'y en aurait plus dès lors qu'il n'y aurait plus à l'avenir de victoire possible qui ne rappelle cette « victoire »-là et qui ne permette qu'on continue de faire l'éloge de ceux qui l'avaient alors remportée comme de ceux qui avaient perdu. (Il n'y aurait bientôt plus personne pour le comprendre dès lors que les représentations qui l'auraient permis auraient disparu avec cette victoire.)

Ceux qui ont alors rallié les vainqueurs ne furent pas les plus importants ; mais il ne fait pas davantage de doute qu'ils furent les plus nombreux.

Ils n'avaient pas voulu perdre. La preuve en est qu'ils n'imaginaient pas que perdre était possible. Mais dès lors que perdre était devenu évident, ils se ralliaient à ce qui les avait perdus.

Sans honte ? C'est le point le plus obscur ou le plus secret. Pour la plupart, on ne voit pas qu'ils aient eu honte. En même temps, il n'est pas possible que ce qu'il sont devenus ne leur fasse pas honte aussi. Ou il faudrait qu'ils disent que c'est la révolution à laquelle ils s'employaient si activement qui leur fait honte aujourd'hui. Or ils ne le disent pas.

Tout au plus disent-ils tous, et comme d'une seule voix, que cette révolution aurait été *heureuse*. Mais que ce qui en a triomphé est *raisonnable*. On ne voit plus personne qui ne soit prêt à aller partout défendre les mérites d'une raison aussi triste. Ce n'est pas qu'ils aient toujours pour elle un amour sans réserve ; c'est plus simplement qu'ils doivent à ce qu'elle est, quelque jugement qu'ils en aient, d'avoir survécu au partage qui s'est formé au moment où elle les obligea à choisir.

Le capital triomphe partout. De tout. On le sait. Il n'y a rien qui existe qu'il ne se croie aujourd'hui capable d'assujettir. Et qu'il n'assujettit. En somme, le monde est tout à coup devenu comme trop petit depuis qu'il n'y a plus personne qui puisse ne pas en faire partie. Depuis qu'il n'y a plus personne qui ne veuille faire partie d'un monde tout à coup devenu tout entier capitaliste. C'est-à-dire, il n'y a personne qui ne semble vouloir appartenir à quelque monde que ce soit depuis que le monde a semblé pouvoir devenir pour tous capitaliste. Il n'y a rien qui ne puisse être capitaliste, sans doute, dès lors qu'il n'y a rien qui ne doive l'être pour simplement prétendre devenir quoi que ce soit.

Du coup, il n'y a rien qui ne soit entré dans cette guerre nouvelle dans laquelle on a vu que c'était tout le capitalisme qui s'engageait, y compris contre ceux qui n'ont jamais cessé d'être eux-mêmes capitalistes. C'est ce qui a changé sans doute : il pouvait sembler qu'il y aurait cette guerre qui ferait que les plus démunis ne resteraient pas sans rien ; or ce n'est pas ce qui s'est passé : cette guerre continue qui démunit un peu plus même ceux qui n'avaient déjà rien. Et qui démunira bientôt même ceux qui ont placé en elle leurs espoirs les plus grands.

Était-il possible que le capital restât sans ennemi ? Non, sans doute. N'y aurait-il eu plus personne pour en être l'ennemi, qu'il s'en serait alors trouvé parmi les capitalistes eux-mêmes. Et c'est ce qui est arrivé.

La preuve en est que les banques se livrent entre elles à une guerre où l'on devine que c'est toute la guerre que le capital est prêt à livrer à lui-même qui est engagée. Parce que le capital savait – tout le temps qu'il lui a été impossible de faire valoir un autre jugement que le sien - qu'il ne valait pas mieux que l'idéologie qu'il était. C'est seulement depuis qu'il peut à tout instant faire valoir le jugement de ceux qui l'avaient combattu qu'il n'est plus cette idéologie qu'on l'accusait d'être.

Le capitalisme n'a jamais été une idéologie, sans doute, mais l'ordre naturel, ainsi que le veulent ceux pour qui est idéologique tout ce qui prétend aller contre *ce qui est*.

On ne savait pas comment faire pour qu'il y eût ce qui avait tort et ce qui avait raison ; pour qu'il y eût ce qui était criminel et ce qui était innocent. On le sait maintenant.

Ainsi, voulait-on que l'égalité advienne ? En ce cas, pour que nul ne le veuille plus, il suffira qu'on dise que cette volonté était idéologique. Idéologique, cette volonté aurait été du coup criminelle. Parce qu'il n'y aurait pas eu de volonté prétendue d'en finir avec l'inégalité qui n'aurait été criminelle. Le double tour qu'a joué le communisme à ceux qui s'étaient voulus communistes et œuvraient à ce qu'il y eût un jour *de l'égalité,* c'est d'avoir fait que puisse passer pour telle ce qui n'en était une aucunement ; et que ce qui n'avait aucunement cette volonté puisse prendre prétexte de cette tromperie pour prétendre qu'il pouvait satisfaire cette volonté, par surcroît. Le capital l'a su.

Par surcroît ? Parce que personne ne croit sérieusement, bien sûr, que le capital ait quelque souci que ce soit de l'égalité. Personne ne le croit mais, en même temps, il n'y a personne pour oser prétendre qu'il ne le puisse pas, aussi. Entre tous les crimes dont il faut accuser le communisme, celui-ci n'est pas le moindre : il n'y a pas jusqu'à ce qui est un crime qui ne puisse passer aujourd'hui pour ce que le communisme prétendait. Les signes se sont-ils à ce point inversés ?

À ce point et plus encore : à peu près tout le monde est entre-temps devenu indifférent à ce que rien, communisme ou capitalisme, remédie à l'inégalité.

Ceux qui aujourd'hui parent le capital des vertus dont ils paraient naguère le communisme ne montrent que le souci qu'ils ont que *ce qui est* reste ce qu'il est.

Pour eux-mêmes rester ce qu'ils sont.

Pour qu'on ne croie pas qu'ils ont changé quand ils n'ont pas changé, *mais trahi*. Ils sont passés à l'ennemi, sans doute, et c'est ce que tout le monde aurait dit d'eux. Ce que tout le monde aurait dit s'ils n'avaient pas su faire qu'on croie le contraire : qu'en passant à l'ennemi ancien ils restaient fidèles à ce qui les avait fait le combattre.

Ils y ont déployé un art considérable et, de bien des façons, nouveau, qu'il faudrait qu'on connaisse et comprenne dans le détail. Qu'on ne connaîtra ni ne comprendra que trop tard. Ce qu'ils voulaient se sera réalisé : le pouvoir que la révolution qu'ils appelaient de leurs vœux et qu'elle ne leur aura pas donné, le capitalisme le leur donnera, *à sa place.*

Le mot trahison, à y bien regarder, ne convient pas. Ce sont les mêmes qui voulaient que la révolution soit irréprochable qui veulent aujourd'hui que la contre-révolution le soit aussi.

Et la chose est claire : ce sont les mêmes et ils n'auraient pas moins épuré les bénéficiaires de la révolution qu'ils ne sont déterminés à faire que la contre-révolution se débarrasse de ses corrupteurs. Autrement dit, ils n'ont pas abandonné l'idée que puisse exister un monde sans corruption.

De l'idée qu'ils avaient de la révolution, ils n'ont gardé que celle-ci, entre toutes la pire : que le monde soit ce qu'il doit être pourvu qu'il se garde des tentations de la tricherie et de la corruption. Autrement dit, ce sont les mêmes, quoiqu'ils aient peut-être changé pour tout le reste, qui veulent, quelque système que ce soit qui l'emporte, que la corruption n'entache pas celui-ci.

Ils ont changé de victoire, soit, mais pas de moyen de juger d'elle. De l'une voulaient-ils qu'elle soit tout entière celle de l'égalité ? Il suffirait que l'autre, puisqu'il ne leur resterait qu'elle, ne semble pas trop inégalitaire. Et ils veilleraient à ce qu'elle ne le semble pas trop, ne

pouvant pas faire qu'elle ne le soit pas.

Le bénéfice, il est vrai, était grand qu'ils pouvaient retirer d'un abandon fait pour passer pour une fidélité. Entre tous les moyens qu'il y a de perdre une guerre, celui-ci est le plus habile ou le plus honteux.

Le fait est qu'on n'avait jamais vu vaincus se rallier si vite aux vainqueurs ; et leur en remontrer avec autant d'aplomb.

Du côté de ceux qui restaient résolus à s'opposer, c'est-à-dire de ceux qui ne croyaient pas que la fin de cette guerre ait été celle des raisons qu'ils avaient eues de l'entreprendre, on s'est mis à regarder avec stupeur ceux qui voulaient bien l'avoir perdue mais qui ne voulaient pas pour autant se rendre aux raisons des vainqueurs ; qui semblaient même vouloir que les vainqueurs se rendent au contraire à leurs raisons. En ceci, par exemple : étaient-ils résolus à faire que la révolution fut irréprochable ? La révolution ne serait pas possible sans doute, mais ils feraient que ce soit la contre-révolution qui soit irréprochable. Voulaient-ils que le partage de l'argent devienne révolutionnairement équitable (et il n'y a pas de révolution qui ne tienne son nom de cette volonté) ? Il suffirait en ce cas que la contre-révolution soit irréprochable pour qu'on puisse lui faire le crédit que le partage de l'argent y serait équitablement administré. De tous les échanges auxquels cette étrange époque pouvait prêter, c'est le moins compréhensible.

Ce qui veut dire deux choses, sans doute. La première, c'est que ceux qui voulaient encore la révolution, avant justement de la trahir, ne savaient plus exactement ce qu'ils voulaient le plus (la possibilité toujours imprécise du partage ; ou celle toujours brutale de la pureté ?). La seconde, c'est que ce sont toujours les mêmes qui veulent le pouvoir, l'obtiendraient-ils de la révolution ou l'obtiendraient-ils de leur ralliement à ce qui a rendu la révolution impossible. La réponse n'est pas douteuse aujourd'hui.

Il suffit, pour qu'elle ne le soit pas, de les regarder faire : ils n'ont pas changé de violence s'ils ont changé de raisons. Cette violence est celle des épurateurs et des puritains.

L'accord qu'on a vu se former, et contre lequel il est depuis lors si difficile de lutter, est de cette sorte : il semblait fait pour qu'on croie au cynisme des parties qu'il engageait ; or il engageait des parties qui étaient résolues à se présenter comme celles auxquelles tout cynisme était étranger. On a vu, du côté de la révolution pourtant abandonnée, quelle revendication allait pouvoir être sauvée de cet abandon ; et l'on voit, du côté du capital, quelles revendications peuvent être acceptées pour que les formes de l'abandon auxquelles la révolution se prêtait soient sauves. On a appelé cela *la transparence.*

Ce mot est partout sans qu'on puisse jamais dire d'où il vient.

Or il vient principalement des représentations que la révolution pouvait désirer opposer au secret qu'elle imaginait le capital entretenir sur tout ce qu'il entreprend.

Et c'est juste, sans doute. Mais il s'est passé ceci que nul n'a vu et qui ne changerait rien, c'est l'évidence, quant à la révolution à laquelle il n'y avait plus personne raisonnablement à croire, mais tout sans doute quant au capital dans lequel tout le monde se mettait à espérer, espérât-on en lui contre tout ce qui avait jusqu'alors mérité d'être cru.

La révolution promettait que les choses seraient ainsi que rien ne pourrait en être ignoré. Le capital pouvait cela : rien n'en serait dorénavant ignoré et c'est à cela qu'il devrait qu'on croie en lui autant qu'on avait cru en la révolution.

Les révolutionnaires se sont trompés sans doute : croyaient-ils que le capital était tout entier occupé à remporter sur eux une victoire dont ils n'avaient rien à craindre ? Il était en fait tout entier occupé à justifier déjà une victoire qu'il allait remporter au moyen de mots qu'il emprunterait aux révolutionnaires qu'il avait défaits.

Autrement dit, le capitalisme a beau n'être pas une idéologie, il n'y a pas jusqu'à l'idéologie qu'il ne maîtrise à la perfection. Et il n'y a rien qui n'en administre une meilleure preuve que le soin qu'il a pris à satisfaire une condition à laquelle il savait cependant qu'il n'y avait personne, parmi ceux qui s'opposaient à lui, à n'être prêt à le juger. C'est une étrange chose, à laquelle il faut bien qu'on juge de sa supériorité momentanée : rien n'obligeait que le capital apportât des preuves supplémentaires à une victoire qu'il n'y avait à peu près personne à ne trouver éclatante. Et le capital s'est tout de même employé à en apporter (il n'y a pas de guerre révolutionnaire qui puisse recommencer tant que cette « générosité » rhétorique n'aura pas été analysée).

En même temps, ce serait supposer que le capital est capable de générosités inutiles. Or c'est le contraire qui est sûr : apporter des preuves supplémentaires à une victoire si totale qu'elles seraient alors toutes superflues, c'est justement ce que le capital ne fait pas.

Il ne le fait pas parce qu'elles ne le sont pas, superflues. S'en serait-il tenu à ce qui suffisait, il n'est pas sûr que ce qui suffisait alors aurait suffi *longtemps*.

Et c'est ce que le capital a voulu éviter : une victoire, si grande qu'elle semblât, si bien faite pour que nul ne la contestât, mais qui ne durerait pas. Il fallait, pour l'éviter, s'employer d'avance et pour longtemps à priver de leurs arguments ceux qui n'allaient pas tarder à reprendre espoir.

Ou à priver définitivement d'espoir ceux dont les arguments n'auraient pas été tous anéantis. Il fallait même mieux : les intéresser à cette victoire en leur faisant croire qu'ils n'avaient pas tout perdu. Qu'il se pouvait même qu'ils l'aient emporté en partie. Ne l'avaient-ils pas en partie emporté, à en juger par le fait que celui qui l'emportait ne doutait pas qu'il devait faire siennes quelques-unes des raisons pour lesquelles on l'avait contredit.

Et, entre toutes les raisons pour lesquelles on l'avait toujours contredit et le contredisait encore, l'une des plus puissantes, parce que l'une des plus accusatrices : le capitalisme n'aurait été jusque-là, jusqu'à cette victoire, qu'une *maffia*.

De toutes les accusations qu'il savait devoir écarter s'il ne voulait pas que la victoire qu'il venait d'emporter ne soit pas moins éphémère qu'elle était apparemment totale, celle-ci est venue tout naturellement la première. Il fallait alors :

1. que nul ne puisse plus jamais dire que le capitalisme est maffieux ;

2. que tous s'accordent à cette idée pour le coup nouvelle qu'il n'y a rien qui puisse moins que le capitalisme être accusé d'être maffieux ;

3. que nul ne puisse sérieusement douter qu'il n'y a rien comme les méthodes maffieuses que le capitalisme soit résolu à combattre partout, y compris en lui-même.

Soupçonne-t-on que le capitalisme est une maffia, c'est qu'on soupçonne la production et

la reproduction de l'argent d'être secrètes. Le remède : lever ce secret, et l'accusation d'être une maffia tombe ; et tombent avec elle toutes les accusations qui en découlaient (du pouvoir de quelques-uns contre tous, de sa reproduction endogène, etc.).

L'hystérie de la transparence est venue de là : du souci d'anticiper le soupçon que le capital imaginait devoir se porter sur les conditions dans lesquelles se reproduirait l'argent, dès lors qu'il ne restait personne pour contester que l'argent doive non seulement se reproduire, mais en outre se reproduire de la façon dont il s'était de tout temps reproduit.

Il l'anticipa si bien qu'il s'est intenté à lui-même tous les procès qu'il imaginait qu'on lui intenterait. C'est une procédure assez étrange, au demeurant, mais perspicace aussi. Ne témoignait-il pas ainsi qu'il était loin d'être aussi totalitaire qu'on pouvait le redouter ? Voulait-il qu'on ne le juge pas *au fond* ? Il faudrait alors que le jugent ceux qu'il avait convaincus de la nécessité qu'un jugement soit quand même porté sur lui. Il faudrait, à défaut que ceux-là le jugent *librement* (il ne saurait en être question), que lui-même se juge par leur intermédiaire. Et c'est bien ce qui se passe sous nos yeux qui n'y croient qu'à moitié : le capital s'acquitte tous les jours qu'il se juge. *C'est-à-dire tous les jours qu'il laisse le juger ceux par lesquels il se laisse juger*. Et qui ne le jugent si durement sans doute, c'est ce qu'il semble, que pour mieux l'acquitter.

Le stalinisme a mis tout son pénible génie à tenter d'apporter les preuves de la culpabilité ; le capitalisme met tout le sien à apporter celles de l'innocence. Le stalinisme a, jusqu'à la fureur, voulu convaincre des raisons qui étaient les siennes de *condamner* ce qui s'opposait à lui ; ce sera jusqu'à l'hystérie que le capitalisme mettra tout en chantier pour *innocenter* même ceux qui le condamnent.

La transparence, qu'on a vu le capital vouloir répandre sur tout *ce qui est,* signifiait beaucoup de choses contre l'élucidation desquelles tout le monde s'est d'abord récrié.

Mais la plus importante d'entre elles, il n'y a personne pour l'avoir même imaginée : ce n'est pas que le capitalisme désirait instaurer un régime de l'argent en l'innocence duquel il n'y aurait eu personne à ne pas croire, mais dans la culpabilité duquel il n'y aurait eu personne à ne pas se reconnaître.

Parce qu'il avait fait ce pas au-delà que les plus avisés de ses contempteurs étaient bien incapables de faire : il n'en était plus au point de prétendre que l'argent puisse être d'aucune façon innocent, ni satisfaire si peu que ce soit ceux qui le voulaient, il en était au point de vouloir administrer la preuve qu'il n'y avait pas de comportement qui ne réglât sur l'absence d'innocence de la circulation de l'argent son absence d'innocence propre. C'est ce qu'il lui fallait démontrer : non pas qu'existaient des choses dont on doive dire qu'elles étaient coupables, mais qu'il n'y en avait aucune dont on puisse affirmer qu'elle est innocente.

Et c'est en effet la leçon folle de Kafka que le capitalisme a su faire sienne. Il s'emploierait à démontrer qu'il est lui aussi coupable pour démontrer :

1. qu'il n'y a pas jusqu'à lui à ne pouvoir l'être ;

2. qu'il n'y a rien à pouvoir prétendre l'être, lui-même ne le prétendant pas.

Et il n'y aurait sans doute personne qui puisse dès lors le juger puisqu'il n'y a personne pour pouvoir prétendre être moins coupable que lui. La généralisation du régime dominant

de l'argent devait avoir ce sens : faire qu'il n'y ait personne à n'avoir en commun avec le capital les valeurs qui sont les siennes, de façon qu'il n'y ait plus personne à pouvoir le juger au moyen de valeurs que le capital n'aurait pas eues lui-même.

On s'est demandé ce qu'est la domination. Cette réponse s'impose alors : la domination est cet arrangement qu'ont passé des valeurs et le jugement auxquelles leur nature veut qu'elles se soumettent. Peu importe, partant, qui soumet celles-ci aux jugements dont on les voit tous les jours menacées ; il suffit qu'on sache que ceux qui les menacent de leurs jugements les jugent au nom des mêmes valeurs que le capital.

Si le totalitarisme se chercha jamais une définition définitive, il faut faire l'hypothèse que celle-ci en est une. Et il faut faire cette hypothèse complémentaire : le capitalisme est le seul totalitarisme réussi. Un totalitarisme pour la première fois non idéologique en effet, idéologique étant tout ce qui a cherché à établir ou à attester l'innocence.

Le capital n'est pas si stupide, bien sûr, qu'il ait désiré se prêter à l'accusation de n'importe quelle culpabilité.

Il ne faut pas le perdre de vue : s'il consent qu'on l'accuse, c'est pour finalement passer pour plus innocent que tout ce qui peut lui être comparé. Il lui fallait donc décider des conditions dans lesquelles il arriverait que soit instruit son procès. Du moins des conditions dans lesquelles un procès serait instruit contre quelque partie que ce soit du pouvoir qu'il a.

C'est ainsi que ceux qui se sont mis à faire la lumière sur le capital ont sincèrement cru que la lumière qu'ils faisaient venait d'eux. Or c'est le contraire, bien sûr. Si elle était si peu que ce soit venue d'eux, c'est toute la lumière qui aurait été enfin faite. Et c'est la transparence qui aurait été rendue réelle. Mais une lumière si petite, ou si partielle, dit assez bien à quel point ce n'est pas d'eux qu'elle vient mais de lui, l'époque l'y obligeant *et* pour mieux faire que restent dans l'ombre les raisons et les méthodes qui sont *réellement* les siennes.

À quoi voulait-on encore croire ? C'est là le plus triste : à la possibilité d'une morale (il n'y a pas d'époque si peu que ce soit angoissée qui ne veuille croire qu'une morale la sauverait). Pour quoi ? Pour continuer de croire par là même à la possibilité d'une politique.

La morale, ils le savaient pourtant, n'avait pas beaucoup fait jusque-là pour que la politique existât. Mais – était-ce hasard, était-ce miracle ? – la disparition de la politique était en train de faire beaucoup pour que la morale paraisse l'emporter.

Beau jeu de dupes. Entre tous, le plus neuf ou le plus paradoxal. C'est pour les mêmes raisons que la morale avait déjà disparu que la politique disparaissait. Bien sûr, parce que la politique n'avait jamais été beaucoup intéressée à ce que la morale mettait enjeu. Plus sûrement, parce que c'était de la disparition de la morale que dépendait la disparition de la politique à laquelle tout le reste était intéressé.

La domination voulait-elle qu'il n'y eût plus rien au moyen de quoi la juger ? Il fallait alors que ce qui pouvait la juger eût partie liée avec ce qu'elle jugeait. Le grand pas moderne a d'abord consisté à convaincre que le capital valait exactement ce que la domination dirait qu'il vaut. Il consisterait ensuite à faire que soit aussi intéressé à sa *valeur* ce qui dirait ce que le capital *vaut*.

En ce sens, la domination est bien un nihilisme à l'état de leurre : on avait jusqu'alors jugé des valeurs par le pouvoir dont elles disposaient de juger ce qui était ; on les jugerait dorénavant à l'accord qu'elles montreraient avec ce qu'elles jugeaient. Les valeurs anciennes étaient-elles faites pour mettre en demeure le régime de l'argent de produire la nature et les raisons de son emprise ? Les valeurs nouvelles feraient que ce soit ce régime de l'argent qui les déterminerait.

Il n'y a pas lieu d'en douter : quoi qu'on changeât aux formes de la vérification, on ne changerait rien à ce qu'il y avait lieu de vérifier.

On n'avait pas tort, en ce sens, de parler de « fin de l'histoire ».

En ce sens, par exemple : la domination considère le sort de la classe ouvrière comme réglé.

Et il l'est sans doute dès lors que celle-ci s'est insidieusement diluée dans les classes moyennes qui ne montrent plus d'autre désir que celui de jouir des fruits que le capital prodigue à leur appétit. Il n'était pas dit, en effet, que ce que le capital avait jusque-là réservé à la classe qu'il représente naturellement, il ne lui serait pas un jour possible de l'étendre même aux classes qui s'étaient dressées contre cette exclusive. C'est la première victoire sociale du capital.

La deuxième victoire a eu lieu le jour où l'on n'a plus été en mesure de contester les conditions dans lesquelles s'échangeaient les corps des travailleurs, de la même façon qu'on n'était plus en mesure de douter de celles dans lesquelles les biens eux-mêmes s'échangeaient. On n'en pouvait plus douter dès lors que le capital s'est mis en tête de ne pas permettre d'échange de ceux-ci (corps et biens) que ne règle une justice dont tous puissent être sûrs et sur laquelle tous puissent compter le moment venu.

C'est-à-dire : on ne veut pas, du côté de ceux qui se sont si entièrement convertis aux vertus d'*un capital rendu propre,* que les corps des travailleurs (sportifs, par exemple ; leur exemple est aujourd'hui éloquent) puissent s'arranger avec les règles auxquelles l'échange les entraîne. Ils ne le veulent pas parce qu'il n'y a plus de règle à ne devoir témoigner pour toutes les règles. Pour toutes les règles au moyen desquelles c'est toute la domination qui se perpétuera.

Parce que le capital est la nature même, et que c'est de cette naturalité qu'il peut prétendre tirer cette force inaltérable : quiconque s'autorise à ajouter aux moyens dont la nature l'a doté accrédite l'idée selon laquelle le capitalisme *ne serait pas naturel.*

Parce que le marché lui-même est naturel ; et parce que le sport sert aujourd'hui de réglage rhétorique au régime dominant de l'argent.

Parce que la transparence est sans borne fixée d'avance. Parce que la transparence est sans borne possible. On ne sait rien sans doute des corps et de ce qu'ils cachent ; on ne sait rien non plus de ce qu'ils *sécrètent.* C'est-à-dire : on en n'a rien su jusqu'alors. C'est ce qu'il ne faut plus. Il ne faut plus qu'on n'en sache rien. Il ne faut plus surtout qu'on ne sache pas ce que les corps offrent à l'échange marchand dans lequel le capital les entraîne maintenant qu'il n'y a plus rien qu'il ne puisse y entraîner. Que ce corps soit celui d'un travailleur sportif ou qu'il soit celui d'un travailleur prostitué. Il faudra bientôt qu'on sache tout des corps dont c'est le capital lui-même qui invite à tirer plaisir.

Les preuves qu'on attend de voir apporter les sportifs pour justifier leurs performances (leur corps, leur sang, leur urine, etc.) sont de la même nature que les preuves qu'on attendra de tous ceux qui concourent pour leur part, à leur place, dans le grand échange monétaire marchand. Est-il question qu'on fasse de ces échanges un jeu ? Sans doute, à la condition que le contraire soit possible aussi ; qu'il soit sûr même : il s'agit de faire même des jeux un échange.

Un capitalisme contesté, « en guerre », ne pouvait sans doute pas faire mieux que s'en tenir au sérieux des règles qui règlent le capitalisme par définition. Mais un capitalisme triomphant ? Un capitalisme triomphant veut pouvoir régler jusqu'au jeu. C'est-à-dire : il peut vouloir que le jeu lui soit une preuve supplémentaire.

Il s'est passé ceci à quoi il faut bien dire qu'on ne s'attendait pas : le capital ferait de l'observance de la règle des jeux le critère de l'observance de ses règles. Il ne s'agissait plus que le divertissement reste hors de l'espace qu'il tenait à surveiller, dès lors que les règles de sa surveillance devaient elles-mêmes avoir l'apparence d'un jeu.

C'est un tour de force tout à fait extraordinaire, auquel il a fallu que s'associent ceux qui croient être aujourd'hui les juges de l'observance des règles en général, quel que soit le jeu ; et ceux qui consentent qu'on les juge, trop contents qu'il y ait encore un jeu auquel on veuille qu'ils prennent part.

Ils ont sans doute, les uns et les autres, et avec l'impartialité qu'il fallait, observé les règles selon lesquelles il n'y a pas de jeu qui n'ait l'accord de ceux qui jouent. Mais le résultat en a été que ce n'est pas cette impartialité qui a été démontrée, *mais les règles elles-mêmes*. Si l'on veut aujourd'hui, partout, qu'il n'y ait personne à ne pouvoir emporter quelque compétition que ce soit, ce n'est sans doute pas pour qu'on pense que tout est compétition, mais pour qu'on pense qu'il n'y en a plus qui puisse devoir ses résultats à autre chose que l'impartialité qui est en cause dans toute compétition. Qui est en cause dans toute compétition dès lors qu'il n'y a pas de compétition qui ne doive apporter la preuve d'une impartialité de principe.

Moins pour l'impartialité en tant que telle, dont on ne se fait un principe que par intérêt, que pour l'impartialité à laquelle le principe de justice est lui-même intéressé. Et dès lors que la justice est intéressée à quoi que ce soit, c'est la domination qui l'est aussi, par principe.

Elle y est intéressée dès lors qu'il n'y a plus rien pour la réclamer à sa place. On pourrait ne pas savoir comment interpréter le fait que des journaux « politiques » attachent aux jeux et aux conditions dans lesquelles sont désignés ceux qui y triomphent une importance aussi considérable (et nouvelle, en tout état de cause). On ne l'ignore pas, cependant : même les journaux « politiques » ont à cœur de démontrer qu'il n'y a rien ni personne qui triomphe qui ne dise d'abord le triomphe des règles qui l'y autorisent. Du marché ou d'une compétition.

Et c'est ce qui intéresse les épurateurs : que le capital reste justifié à faire valoir les droits qui sont en effet les siens suivant lesquels on ne domine rien en son nom qu'on ne domine selon ses règles.

C'est-à-dire : on en est au point où ce qu'il faut qu'on appelle la *domination* pourrait tout aussi bien être appelé la justice. Les mots se superposent. Dira-t-on qu'ils veulent que le capital l'emporte ? Ils protesteront que c'est de la justice qu'ils veulent la victoire. Et ils ne mentiront pas. Ils ne mentiront pas dès lors qu'ils se sont en effet convaincus qu'il n'y a de

justice que celle que peut rendre le capital. Qu'il ne faut pas, pour qu'il y ait davantage de justice, qu'il y ait moins de capital ; qu'il faut, au contraire, pour qu'il y ait davantage de justice, qu'il y ait toujours davantage de capital, sinon tout le capital.

Tout le capital n'est pas un énoncé innocent. C'est très exactement le seul énoncé que l'histoire de la critique du capitalisme interdisait et que le capitalisme a, pour finir, permis.

Une telle permission est incroyable, peut-être. En même temps, elle n'était pas non plus évitable. Il fallait que l'échange aille jusque-là. Et il y a si bien réussi qu'il est maintenant possible de mesurer quelle défaite il solde. Mais ce sont ceux qui mesurent aujourd'hui le mieux cette défaite qui sont traités de nihilistes (la question du nihilisme ne cesse pas d'être posée, sans doute ; en même temps, elle ne se pose pas, cette fois encore, comme chaque fois qu'elle a dû être posée, sans que les termes n'en soient d'avance inversés).

Nihilistes sont bien plutôt ceux qui, aujourd'hui, travaillent, tous les jours, avec une obstination qui stupéfie, à la justification à laquelle le capital n'a travaillé si longtemps tout seul que pour atteindre un résultat incertain. Autrement dit, ceux qui ont permis que ce qui n'avait aucune règle puisse prétendre satisfaire les plus strictes de celles qui lui étaient opposées. Entre toutes les convertibilités qu'on sait le capital capable d'établir, celle-ci n'en est pas moins la mieux faite pour stupéfier.

Cette stupéfaction devant *ce qui est*, n'est-ce pas tout ce que le capital pouvait espérer ?

Le fait est que ce qui domine aujourd'hui n'est pas une représentation sur une autre, mais entre toutes les représentations la seule qui ait été capable de les *confondre* toutes ; c'est-à-dire qui ait été capable de dire et la *confusion* qu'entretenaient à la fin les représentations qui s'opposaient à elle et la *fusion* qu'elle était seule capable d'opérer de toutes les représentations.

Devrait-on, du coup, être porté à croire que rien n'est plus possible ? Que *ce qui est* est pour longtemps ? Que rien ne peut plus le contester ?

Tout y porte.

En même temps que tout porte à dire le contraire. Le contraire exactement. Ne serait-ce que pour opposer à *ce qui est,* et qui fait horreur, la possibilité de *ce qui pourrait être* : une possibilité révolutionnaire.

À la fin, c'est de la menace d'une possibilité révolutionnaire que renaîtra la politique. À la fin, c'est même de la possibilité que la révolution puisse continuer de menacer le capitalisme que celui-ci devra de continuer de prétendre, faussement, qu'il est une politique.

DU MÊME AUTEUR

Exit, Séguier, 1988

Les Noyés, Séguier, 1989

Georges Bataille, La mort à l'œuvre, Gallimard, 1992
Défiguration, Fourbis, 1995
Olivet, Fourbis, 1996
Georges Bataille, Choix de Lettres, Gallimard, 1997
Georges Bataille, Une liberté souveraine, Fourbis, 1997

De la domination, Farrago, 1999
L'Imprécation littéraire, Farrago, 1999